



L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION / DIMANCHE 14 JANVIER 2024 // N°726 / PRIX 20 DA / Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

SES LIVRAISONS ONT DÉPASSÉ CELLES DES ÉTATS-UNIS
L'ALGÉRIE SE REPLACE COMME PREMIER EXPORTATEUR DE GAZ VERS L'ESPAGNE

Lire en page 6

LORS D'UNE RÉUNION À LAQUELLE A APPELÉ L'ALGÉRIE
LE CONSEIL DE SÉCURITÉ REJETTE TOUT PROJET DE DÉPLACEMENT FORCÉ DES PALESTINIENS

Lire en page 3



RÈGLEMENT INTÉRIEUR, STATUT DU MEMBRE DU PARLEMENT ET RÉGIME DES INDEMNITÉS
LES TROIS SUJETS À DÉBATTRE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE AVANT FIN JANVIER 2024

Lire en page 2



LE CPA DÉPOSE SA DEMANDE D'INTRODUCTION EN BOURSE

Lire en page 16



- Voilà plus de 100 jours que la population de Ghaza vit l'enfer sur terre
- Adila Hassim a ébranlé l'entité sioniste à La Haye
- Manifestations dans les villes et capitales internationales



COUP D'ENVOI HIER DE LA COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS EN CÔTE D'IVOIRE

L'HEURE DE LA REVANCHE A SONNÉ POUR LES VERTS

Lire en page 16



Comment la guerre d'Israël contre Ghaza a révélé le sionisme comme un culte génocidaire

La question n'est plus de savoir si le gouvernement israélien est raciste et génocidaire, mais si la majorité juive israélienne qui soutient ses crimes contre les Palestiniens correspond également à cette description.

Le rédacteur en chef de Middle East Eye, David Hearst, a récemment observé que ceux qui expriment un racisme génocidaire parmi les juifs israéliens – notamment des soldats, des chanteurs, des artistes et des hommes politiques – « ne sont plus marginaux. Ils représentent ce que pense le courant dominant en Israël. Ils sont devenus génocidaires, racistes et fascistes lorsqu'ils parlent des Palestiniens – sans aucune honte. Ils sont fiers de leur racisme, en plaisantent et ne font pas grand-chose pour le dissimuler.

Selon les sondages de l'Institut israélien de la démocratie et du Peace Index de l'Université de Tel Aviv, réalisés plus d'un mois après le début du bombardement israélien massif de Ghaza, qui avait alors tué des milliers de personnes, « 57,5 % des Juifs israéliens ont déclaré qu'ils croyaient que les Forces de défense israéliennes (Tsayhal) utilisaient trop peu de puissance de feu à Ghaza ; 36,6 % ont déclaré que Tsahal utilisait une puissance de feu appropriée, tandis que seulement 1,8 % ont déclaré qu'ils pensaient que Tsahal utilisait trop de puissance de feu. Depuis que l'actuel gouvernement israélien, dirigé par Benjamin Netanyahu, est arrivé au pouvoir en décembre 2022, il existe un consensus, même au

sein du courant dominant occidental et au sein de l'opposition politique israélienne, selon lequel il s'agit d'un gouvernement suprémaciste juif et raciste. Les caractérisations du gouvernement, - qui exprime clairement les préférences d'une majorité de l'électorat juif israélien -, comme « le plus extrême », « le plus fondamentaliste » et « le plus raciste » de l'histoire d'Israël, sont devenues courantes. D'autres descriptions le considèrent comme le « premier gouvernement fasciste » d'Israël. Ceci sans compter que deux ans avant la montée du gouvernement actuel, les principales organisations occidentales de défense des droits de l'homme historiquement pro-israéliennes avaient qualifié Israël d'État raciste d'« apartheid » depuis sa fondation. Les Palestiniens et leurs partisans utilisent également cette étiquette pour décrire Israël depuis au moins les années 1960. C'est le même gouvernement, sous le coup d'une condamnation internationale, qui a lancé la guerre génocidaire en cours contre le peuple palestinien, qui a jusqu'à présent tué et blessé plus de 100 000 Palestiniens et déplacé plus de deux millions de personnes. Cependant, la question débattue n'est plus de savoir si le gouvernement israélien est raciste, fasciste ou génocidaire, mais si une majorité de Juifs israéliens correspond également à ces descriptions et si ce gouvernement n'est en réalité qu'une manifestation de la culture politique juive israélienne.

L'Etat déterminé à soutenir l'entrepreneuriat féminin

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, a réaffirmé à Tizi-Ouzou la détermination de l'Etat à soutenir et accompagner l'entrepreneuriat productif féminin et rural. En visite dans la wilaya pour prendre part aux festivités

organisées à l'occasion de la célébration du Nouvel An amazigh, Yennayer 2974, la ministre a rappelé que « la stratégie de l'Etat vise à encourager, accompagner et intégrer le travail de la femme rurale dans la production nationale ». Au marché de Yennayer, organisé au chef-lieu de la

wilaya, la ministre qui a visité les stands des exposants a exprimé son « admiration » devant les produits traditionnels affichés, saluant « la préservation des traditions ancestrales relatives à cette fête par la gent féminine et leur transmission aux nouvelles générations ».

RACHIDA DATI NOMMÉE MINISTRE DE LA CULTURE, ET RATTRAPÉE PAR LA JUSTICE

Actuellement maire LR du 7^e arrondissement de Paris, Rachida Dati a été nommée ministre de la Culture par Gabriel Attal, nouveau Premier ministre. C'est la surprise du remaniement ministériel en France. La maire LR du 7^e arrondissement de Paris est nommée jeudi 11 janvier ministre de la Culture dans le gouvernement de Gabriel Attal. Elle remplace donc Rima Abdul Malak, fragilisée ces dernières semaines par son opinion différente de celle du président sur l'affaire Depardieu et ses réticences concernant la loi immigration adoptée à l'Assemblée. De 2007 à 2009, Rachida Dati avait été ministre de la Justice durant le quinquennat de Nicolas Sarkozy. Avant de devenir députée européenne jusqu'à 2019. Depuis 2021, l'élue à Paris est mise en examen pour « corruption » et « trafic d'influence » par un juge d'instruction financier parisien. Elle est soupçonnée d'avoir touché 900.000 euros sur trois ans (2009, 2010, 2011) de la part de Renault pour exercer une forme de lobbying au Parlement européen. Si elle reconnaît avoir touché cet argent, Rachida Dati conteste avoir exercé une quelconque mission de lobbying à Bruxelles pour le compte de Renault.

Le Parquet national financier doit prendre des réquisitions dans les prochaines semaines.

FATEH BOUTBIG, NOUVEAU PRÉSIDENT DU FRONT EL MOUSTAKBAL

Fateh Boutbig a été plébiscité, vendredi, en tant que nouveau président du Front El Moustakbal, en remplacement d'Abdelaziz Belaid. Boutbig a été plébiscité au premier jour des travaux du 3^e Congrès national du parti, en présence de responsables de partis, de l'ambassadeur de Palestine à Alger, Fayez Abu Aita, et d'un représentant de l'ambassadeur de la République sahraouie.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, Boutbig a annoncé son soutien au « processus de réformes initiées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune », saluant, par là même, les décisions qu'il a prises au profit du front social, dont « l'augmentation des salaires et le soutien au pouvoir d'achat », ainsi qu'en faveur de « la relance de l'économie nationale ».

RÈGLEMENT INTÉRIEUR, STATUT DU MEMBRE DU PARLEMENT ET RÉGIME DES INDEMNITÉS

Les trois sujets à débattre à l'Assemblée nationale avant fin janvier 2024

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, a annoncé la révision du Règlement intérieur de la chambre basse du Parlement avant fin janvier 2024 en vue de l'adapter à la Constitution de 2020. Invité du programme « El Maouid » de la Chaîne parlementaire de la Télévision algérienne, Boughali a indiqué que « le nouveau Règlement intérieur de l'APN est fin prêt et sera débattu avant fin janvier, en vue de l'adapter aux dispositions de la Constitution de novembre 2020 », faisant observer qu'il n'avait pas été actualisé depuis 1997.

Après l'adoption du nouveau Règlement intérieur, nous ouvrirons « le dossier de la révision du statut du membre du Parlement et celui du régime des indemnités parlementaires qui n'a pas été revu depuis 2004 », a-t-il poursuivi. Concernant l'activité législative de l'APN, le président de la chambre basse du Parlement s'est félicité de la nouvelle dynamique qui caractérise la 9^e législature depuis ses débuts, avec, a-t-il dit, « 37 propositions de loi présentées par les députés, dont 26 propositions soumises au Gouvernement ».

Oum El Bouaghi : saisie de 130 quintaux de semences de blé tendre subventionnées

A Oum El Bouaghi, les éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté cinq individus. Ils sont accusés de faire de la spéculation de semences de blé tendre subventionnées par l'Etat. Grâce à l'exploitation d'un renseignement, les gendarmes ont intercepté un camion sur le chemin de wilaya n°5, reliant Touzline à Aïn Diss, qui contenait 130 quintaux de semences de blé tendre. Ces

semences ont été chargées, selon un communiqué des services de la Gendarmerie nationale, de la Coopérative des céréales et des légumineuses d'Aïn M'lila, une grande agglomération de la wilaya d'Oum El Bouaghi. Agés entre 26 et 45 ans, les suspects ont été placés en détention provisoire pour spéculation illicite et formation d'une bande dans le but de commettre une infraction.

LES APPELS À SA DÉMISSION SE MULTIPLIENT

Enquête sur les hospitalisations controversées du chef du Pentagone

Le ministère US de la Défense va lancer une enquête au sujet de deux hospitalisations tenues secrètes du chef du Pentagone, Lloyd Austin, qui souffre d'un cancer de la prostate, selon une note interne rendue publique jeudi. « L'objectif de cet examen est d'étudier les rôles, les processus, les procédures, les responsabilités et les actions liés aux hospitalisations du ministre de la Défense en décembre 2023 et janvier 2024 », est-il précisé dans le

texte. Lloyd Austin, 70 ans, avait appris début décembre qu'il souffrait d'un cancer de la prostate. Il avait été opéré le 22 décembre, rentrant chez lui le lendemain, puis été hospitalisé à nouveau à partir du 1^{er} janvier en raison de complications, dont des nausées et fortes douleurs, selon La Croix. La Maison Blanche n'a été informée de son hospitalisation que plus tard. Le Congrès a appris la situation vendredi et le président Joe Biden n'a été mis au courant

du diagnostic que cette semaine. Cette situation a déclenché un tollé et les appels pour réclamer le limogeage ou la démission de Lloyd Austin se sont multipliés, une belle épine dans le pied pour Biden en pleine année électorale. L'enquête du Pentagone, qui sera menée par un inspecteur général indépendant, doit également évaluer si les procédures actuelles au sein du ministère de la Défense sont « suffisantes pour garantir des noti-

fications appropriées au bon moment et un transfert efficace des pouvoirs en cas de maladie ou d'indisponibilité de hauts responsables », selon la note. La Maison Blanche a concédé que ces hospitalisations secrètes n'étaient pas « idéales ». Si le président a maintenu sa « confiance » à l'égard de son ministre, selon sa porte-parole, la Maison Blanche a ordonné elle aussi un examen des règles applicables en cas d'incapacité de hauts responsables.

L'EXPRESS

Quotidien national d'information
édité par la

SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la
presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger

Tel/FAX Administration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz

/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@expressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

«POUR VOTRE PUBLICITÉ
S'ADRESSER À:

**L'Entreprise Nationale
de communication d'Édition
et de Publicité» Agence
ANEP 01, Avenue Pasteur Alger**

Tel : 021 73 71 28 / 021 73 76 78
/ 021 74 99 81

Fax : 021 73 95 59

Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

LORS D'UNE RÉUNION À LAQUELLE A APPELÉ L'ALGÉRIE

Le Conseil de sécurité rejette tout projet de déplacement forcé des Palestiniens

Sa toute première action au Conseil de sécurité a été de convoquer une réunion consacrée aux inquiétudes sur le déplacement forcé de Palestiniens à Gaza. A cette occasion, l'Algérie a appelé la communauté internationale, notamment le Conseil de sécurité, à rejeter d'une « seule voix » le déplacement forcé des Palestiniens.



Algérie est la voix des sans-voix. Alors que les faux amis de la cause palestinienne pullulent dans le monde arabe, le pays a adopté une ligne de conduite très claire, appelant à unifier les Palestiniens et à la nécessité de faire entendre la voix de la paix. Elu membre non permanent du Conseil de sécurité, dont le mandat est de deux ans, elle s'est donné comme objectif prioritaire de porter la voix des Palestiniens auprès des Nations Unies. L'Algérie a invité le Conseil de sécurité à assumer ses responsabilités face à la détérioration de la situation dans la bande de Ghaza et à faire ces-

ser l'agression israélienne. Sa toute première action au Conseil a été de convoquer une réunion consacrée aux inquiétudes sur le déplacement forcé de Palestiniens à Ghaza. A cette occasion, l'Algérie a appelé la communauté internationale, notamment le Conseil de sécurité, à rejeter d'une « seule voix » le déplacement forcé des Palestiniens. Le représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies à New York, Amar Bendjama, a rappelé les déclarations du président de la République, M. Abdelmajid Tebboune, qui a souligné que « ce qui se passe à Ghaza restera une marque d'infamie dans la conscience de l'humanité », soulignant que « per-

sonne dans cette salle ne doit rester silencieux face à ces projets. Le silence est synonyme de complicité ». « Notre position doit être claire. Nous devons rejeter le déplacement forcé des Palestiniens. Tout le monde doit comprendre que les Palestiniens n'ont d'autre lieu que leur terre. Tout déplacement forcé est une violation flagrante du droit international, en particulier de l'article 49 de la 4^e Convention de Genève », a-t-il ajouté. L'Equateur, la Sierra Leone comme la Slovénie ont rejeté clairement le transfert forcé de la population civile en violation du droit international humanitaire et des droits de l'homme, rappelant que la bande de Ghaza fait

partie intégrante du territoire palestinien occupé. Le Royaume-Uni aussi a rejeté dans les termes les plus fermes toute déclaration proposant que les Palestiniens soient réinstallés en dehors de Ghaza. Le Guyana et le Mozambique ont emboîté le pas aux autres membres, jugeant « inacceptables » les transferts forcés et les restrictions imposées à l'aide humanitaire. La Suisse a également rejeté et condamné toutes les déclarations visant à expulser les civils hors du territoire palestinien occupé y compris de Ghaza, rappelant que les Conventions de Genève interdisent le transfert forcé de populations qui peut constituer un crime de guerre.

Youssef S.

L'AVOCATE DE L'AFRIQUE DU SUD A CONVAINCU LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

Le plaidoyer de Adila Hassim a ébranlé l'entité sioniste à la Cour de justice de La Haye

Les avocats de l'Afrique du Sud ont plaidé jeudi devant la Cour mondiale de La Haye pour expliquer pourquoi Israël commettait un génocide à Ghaza, et pourquoi la Cour doit y mettre fin maintenant. Dans un excellent article signé Joe Lauria pour le média Spirit of free speech, le 11 janvier 2024, l'auteur écrit que l'Afrique du Sud a demandé jeudi à la Cour internationale de justice d'ordonner à Israël de mettre fin à son génocide contre les Palestiniens de Ghaza, affirmant que « la réputation même du droit international est en jeu » dans cette affaire historique. Les Sud-Africains, par la voix de leurs avocats, notamment Adila Hassim, qui a fait un effet incroyable sur la Cour et les médias internationaux et déséquilibré les Israéliens présents, ont exposé ce qui semble être un cas difficile à réfuter, à savoir qu'Israël viole quatre sections de l'article 2 de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, qu'Israël a ratifiée, à savoir que... :

La preuve de l'intention est essentielle pour parvenir à un constat de génocide, et les Sud-Africains ont exposé avec force détails la « rhétorique génocidaire » des responsables israéliens et la manière dont elle a influencé les soldats et les aviateurs israéliens attaquant la bande de Ghaza. Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a fait référence à deux reprises au génocide de l'Ancien Testa-

ment, laissant entendre qu'il fallait faire de même pour Ghaza. « L'invocation génocidaire d'Amalek était tout sauf anodine », a déclaré l'avocat Tembeka Ngcukaitobi. Il a ensuite montré une vidéo de soldats israéliens chantant pour célébrer une victoire à Ghaza, dans laquelle ils mentionnent Amalek. Le 9 octobre, le ministre de la défense, Yoav Gallant, a cité M. Ngcukaitobi : « Il a fait le point de la situation avec l'armée et a dit qu'Israël imposerait un blocus complet à Ghaza, qu'il n'y aurait 'ni électricité, ni nourriture, ni eau, ni carburant', que tout serait

bloqué parce qu'Israël se bat contre des 'animaux'. « Nous allons tout éliminer. Nous atteindrons le moindre recoin. Nous éliminerons tout, nous atteindrons tout sans aucune restriction.

« Le ministre du patrimoine, Amichai Eliyahu, a déclaré qu'Israël devait « trouver des solutions plus douloureuses que la mort pour les habitants de Ghaza ». Le génocide a été exprimé, conçu et réalisé, et aucun argument israélien n'a pu altérer cette conviction devant la communauté internationale.

I.Med Amine

FRAPPES AMÉRICAINES ET BRITANNIQUES CONTRE LE YÉMEN L'Algérie, "profondément préoccupée", exprime "ses regrets"

L'Algérie a exprimé sa « profonde préoccupation et ses regrets », suite aux frappes américaines et britanniques ayant ciblé plusieurs villes de la République du Yémen, pays frère, affirmant que cette escalade dangereuse « est à même de saper les efforts consentis par les Nations unies et les pays de la région pour parvenir à une solution au conflit au Yémen », a indiqué vendredi un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étran-

ger. L'Algérie, ajoute la même source, « tient à réaffirmer que la question de la sécurité maritime en mer Rouge ne saurait être résolue en ignorant la corrélation, manifestement visible, entre les attaques des Houthis contre la marine marchande et les massacres perpétrés par l'occupation sioniste dans la bande de Ghaza depuis déjà 3 mois, une provocation éhontée envers les sentiments de tous les Arabes et les Musulmans à travers le monde, du fait des frappes aléa-

toires sur les civils sans défense ». « L'Algérie réaffirme sa position appelant à la cessation des interventions militaires, au vu de leurs conséquences catastrophiques sur la paix dans le monde et du prix fort payé par les civils innocents. Elle appelle, également, toutes les parties à l'arrêt de cette escalade militaire dangereuse et disproportionnée, pour focaliser sur les causes profondes et réelles de la crise », conclut le communiqué

I.Med/Agence

SES RELATIONS PRIVILÉGIÉES AVEC RABAT DE PLUS EN PLUS DÉNONCÉES PAR LES MÉDIAS À MADRID

JOSÉ MANUEL ALBARES, UN TRUBLION DANS LES RELATIONS ALGÉRO-ESPAGNOLES

La récente nomination d'un nouvel ambassadeur d'Algérie en Espagne s'inscrivait dans le cadre de la volonté d'Alger de réchauffer les relations avec Madrid et faire en sorte de reprendre les fils rompus. Elle avait fait suite aux gestes amicaux et de « bonne volonté » faits par le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez, dont son discours à l'ONU en faveur d'une solution

La demande d'agrément envoyée par Alger en vue de nommer un nouveau représentant de l'Etat à Madrid et l'accord qui lui a été donné est « un premier pas significatif », soulignait, avec un certain optimisme, une source du gouvernement espagnol.

On était donc en droit d'espérer mieux, mais c'était sans compter avec le ministre des Affaires étrangères de son pays, José Manuel Albares, dont les accointances avec Rabat n'ont jamais été démenties.

Jugez-en sur uniquement les dernières semaines : quand il est reçu à Rabat par Akhennouch, il lui assure le « partenariat stratégique bilatéral », ainsi que « la convergence des vues sur « tous les sujets d'intérêt commun » et que concernant le Sahara occidental, pour l'Espagne, "l'autodétermination" est écartée; et quand il reçoit l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU, Staffan de Mistura, quelques jours avant fin 2023, il lui suggère que le Plan de Rabat est « viable » ; début janvier 2024, le MAE espagnol supprime toute mention de l'autodétermination du peuple sahraoui de son site web.

Selon le média espagnol Eldebate, par ce dernier (faux) pas, le ministère espagnol des Affaires étrangères, dirigé par José Manuel Albares, a fait un pas de plus dans ses concessions au Maroc.

L'un des motifs de tension entre Alger et Madrid, et qui ont conduit à l'état de gel persistant entre les deux pays, clairement affiché aujourd'hui, sur le site Internet du ministère espagnol des Affaires étrangères, se nomme José Manuel Albares, que le ministère algérien des Affaires étrangères a décrit au plus fort de la crise comme « un fomentateur de conflits » et un « diplomate amateur ». Reste aujourd'hui à savoir quelle est la position de Sanchez par rapport à Albares, car il y a certainement urgence à ce que les deux hommes harmonisent leur position, pour le plus grand bien des relations bilatérales encore fragiles.

Par F.O.

DÉNONÇANT
L'AGRESSION SIONISTE
EN COURS CONTRE
LA BANDE DE GHAZA
**MANIFESTATIONS
DANS LES VILLES
ET CAPITALES
INTERNATIONALES**

Plusieurs villes et capitales du monde ont organisé hier des manifestations de masse, en protestation contre l'agression génocidaire israélienne en cours contre la bande de Ghaza.

Depuis le 7 octobre 2023, les forces militaires israéliennes poursuivent de cibler, par terre, air et mer, toute la bande de Ghaza, ce qui a causé le martyre de plus de 23 700 Palestiniens, et plus de 60 000 blessés, ainsi que des milliers de disparus sous les décombres, dans un bilan sans arrêt. De plus, des milliers de personnes ont organisé des manifestations dans la capitale française, Paris, la capitale britannique, Londres, la capitale néerlandaise, Amsterdam, la capitale norvégienne, Oslo, la ville suédoise d'Uppsala et la capitale tunisienne, en soutien au peuple palestinien et pour exiger un cessez-le-feu immédiat, et l'entrée de l'aide humanitaire dans la bande de Ghaza.

Les manifestants ont brandi des drapeaux palestiniens et des pancartes portant des slogans condamnant les crimes commis par l'occupation israélienne contre le peuple palestinien. Les participants ont appelé à l'arrêt de la politique illégale de deux poids, deux mesures et à la nécessité de juger l'occupation pour ses massacres contre le peuple palestinien, en particulier les enfants, et ont condamné le génocide dans la bande de Ghaza.

Wafa

ACTIONAID
INTERNATIONAL :
**UN EXODE MASSIF
VERS RAFAH FACE
À DES CONDITIONS
HUMANITAIRES
CATASTROPHIQUES**

ActionAid International a déclaré que la situation humanitaire dans la ville de Rafah, dans le sud de la bande de Ghaza, a atteint un point de rupture, alors que plus d'un million de personnes se rassemblent dans une zone très peuplée, et de plus en plus arrivent chaque jour, avec une superficie estimée à environ 32 kilomètres carrés.

L'organisation a expliqué dans un communiqué publié samedi, que des centaines de milliers de personnes dorment à l'air libre, sans vêtements adéquats ni abris contre le froid et la pluie. Elle a souligné que plus de 20 personnes partagent la tente, ajoutant que chaque jour représente une lutte pour les citoyens pour trouver la nourriture et l'eau, car tous les habitants de la bande de Ghaza sont désormais confrontés à des niveaux de faim, et le risque de famine augmente de jour en jour.

POPULATION SOUS LES BOMBES, DES CONDITIONS DE VIE TRÈS DIFFICILES,
EXODE DE GRANDE AMPLEUR...

Voilà plus de 100 jours que la population de Ghaza vit l'enfer sur terre

La catastrophe humanitaire que vit actuellement l'enclave de Ghaza atteint des limites horribles, sans que les Etats-Unis, le puissant soutien d'Israël et « le chantre des droits humains et de la démocratie », ne s'émeuve et n'engage un véritable processus pour faire cesser les hostilités et arrêter la descente en enfer...

La guerre sioniste contre la bande de Ghaza se poursuit et entre dans son quatrième mois, avec son lot de massacres de civils, de destructions massives et de déplacements forcés des populations. Selon le dernier bilan établi par le ministère de la Santé de Ghaza, le nombre des morts a dépassé les 23 700 et celui des blessés est proche des 61 000, ceci sans compter les nombreuses personnes qui se trouvent toujours sous les décombres. Les conditions humanitaires et sanitaires dans toute l'enclave deviennent de plus en plus catastrophiques, en raison de la rareté des aides humanitaires, des pénuries de médicaments et du matériel médical, ainsi que de la destruction de la majorité des hôpitaux et des unités sanitaires. La catastrophe humanitaire que vit actuellement l'enclave de Ghaza atteint des limites horribles, sans que les Etats-Unis, le puissant soutien d'Israël et « le chantre des droits humains et de la démocratie », ne s'émeuve et n'engage un véritable processus pour



faire cesser les hostilités et arrêter la descente en enfer. La tournée de Blinken n'a finalement servi à rien. Il n'est arrivé ni à faire des pressions sur le gouvernement de Netanyahu, qui continue toujours avec plus d'intensité et avec plus d'aveuglement ses bombardements aériens et d'artillerie, ni à enrayer l'extension du conflit qui va maintenant davantage s'élargir avec les

frappes menées conjointement par les Etats-Unis et d'autres pays contre les Houthis au Yémen. Dans ce contexte explosif qui peut déboucher sur les pires scénarios, la résistance palestinienne, malgré ses moyens modestes, continue de faire face à l'agression et aux incursions terrestres de l'armée sioniste dans toutes les zones de la bande de Ghaza, en lui infligeant de lourdes

pertes humaines et matériels. Les Etats-Unis, en grande partie responsables de la poursuite du conflit, vont certainement avoir leur nouveau Afghanistan, en mer Rouge. Leur intervention militaire contre les Houthis ne restera pas sans suite. Il faut s'attendre à ce que le conflit qui est en train de déborder soit hors de contrôle dans les prochaines semaines.

Boualem B.

LES PALESTINIENS IMPOSENT LEUR TEMPO, WASHINGTON INCAPABLE
DE SAUVER SES ALLIÉS, ISRAËL DEVANT LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

Le monde change de façon spectaculaire

100 jours se sont écoulés depuis le 7 octobre, et rien ne vient signifier la fin de cette guerre génocidaire menée par Israël contre les Palestiniens. Pourtant, dans ce cas, exceptionnellement, génocide a été synonyme de défaite militaire. Durant la seconde quinzaine de novembre, c'est-à-dire en quelques jours seulement, Israël a largué plus de dix mille bombes sur la bande de Ghaza, soit le double de ce que les États-Unis ont largué sur l'Afghanistan en un an. Cela équivaut à un quart de bombe nucléaire, selon des sources des Nations Unies. 22 000 Palestiniens ont été massacrés par des bombardements intenses. Mais pour quel résultat ? Les trois objectifs majeurs de Tsahal et du Mossad n'ont pas été atteints : élimination des chefs de la résistance, récupération des otages et évacuation de la population hors de Ghaza.

Plus le temps passe, plus Tsahal s'enfoncé dans une guerre aléatoire où ses chances de défaite sont élevées. La stratégie militaire a son baromètre rigoureux : quand une armée ne gagne pas la guerre, c'est qu'elle l'a déjà perdue. De toute évidence, le Premier ministre israélien rallonge la durée de vie de la guerre pour au moins remporter une victoire, serait-elle symbolique, car il est

dit dans l'art de la guerre et la stratégie militaire qu'il faut toujours laisser au vaincu une porte de sortie honorable. Dans un article d'une extrême virulence publié sur le journal israélien à grand tirage Yediot Aheranot, le journaliste israélien Ronen Bergman, spécialiste en sécurité et défense, a écrit que Tsahal était « incapable de faire mieux que ce qu'il fait contre le Hamas à Ghaza ». Et d'ajouter : « Depuis plusieurs jours, l'armée fait du surplace », estimant que « l'armée israélienne n'a pas obtenu de succès stratégique majeur dans la bande de Ghaza ».

Ces derniers jours, Haaretz et Yediot Aheranot ont haussé le ton contre Netanyahu : « Où veux-tu mener Israël ? ». Ainsi défaite, l'armée israélienne accuse de lourdes pertes, et les Etats-Unis viennent à la rescousse. Pour donner du répit à ses alliés, Antony Blinken a annoncé être parvenu à un accord avec Israël pour l'envoi d'une mission de l'ONU dans le nord de Ghaza, au moment où Israël a ordonné aux hôpitaux du nord du pays de se préparer à l'éventualité d'accueillir "des milliers de blessés". Entre-temps, la guerre connaît une dangereuse expansion : oubliées la guerre en Ukraine et les tensions internes au Soudan, au Mali et au Sahel. Une coali-

tion américano-britannique bombarde des cibles au Yémen. Le président Joe Biden a déclaré que les frappes n'avaient été lancées qu'après des avertissements répétés et étaient nécessaires pour défendre la "liberté de navigation". Le Royaume-Uni affirme avoir agi après que les Houthis eurent ciblé deux de ses navires de guerre. Le Yémen maintient sa position de principe d'aide aux Palestiniens et promet une « riposte en temps voulu ».

Les Etats-Unis se mettent à dos presque tout le Moyen-Orient, Irak y compris. Au Conseil de sécurité de l'ONU, le jeu sordide du veto bloque toute avancée.

Cette guerre à Ghaza a ouvert la boîte de Pandore et laissé échapper des secrets longtemps bien gardés. Les médias occidentaux ont fait le sale boulot et se sont discrédités aux yeux du monde. Les choses changent imperceptiblement et les cartes changent de main. Les Etats-Unis auront été incapables, comme en Ukraine, de sauver leurs alliés et Israël se retrouve devant la Cour de justice internationale pour expliquer pourquoi il commettait un génocide à Ghaza, une image symbolique de la nouvelle année 2024. Déjà sous nos yeux la nouvelle carte du monde se dessine.

Par Fayçal Oukaci

SELON LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE :

«Nos vétérinaires ont remporté le défi de la lutte contre la fièvre aphteuse»

Le ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, Youcef Chorfa, a déclaré, jeudi dernier, à partir de Sétif, que «les services de son département ministériel ont remporté le défi de la lutte contre la fièvre aphteuse apparue dernièrement, par la vaccination de plus de 70 % du cheptel concerné en une courte période».

Dans une déclaration à la presse au niveau d'une ferme laitière privée dans la commune de Tella au terme de sa visite de travail, à la wilaya de Sétif, le ministre a précisé que la campagne de vaccination est encore poursuivie dans le cadre de la protection de la santé animale, annonçant «la prochaine réouverture des marchés à bestiaux grâce aux efforts des techniciens, vétérinaires et des éleveurs qui se sont mobilisés fortement pour le succès de l'opération». Chorfa dira, sur une autre chapitre, que «le travail est en cours pour augmenter les capacités de stockage des céréales de 4 millions tonnes actuellement à 9 millions tonnes par la réalisation de nouvelles structures de stockage au cours des prochaines années», soulignant que «des montants considérables ont été mobilisés dans ce cadre, en application des directives du prési-



dent de la République, M. Abdelmadjid Tebboune qui accorde une grande importance pour le secteur agricole». Le ministre de l'Agriculture a précisé en outre que la

filiale des légumes secs fait l'objet d'un programme important ciblant l'emblavure de 150.000 hectares durant la saison 2023-2024 et les agriculteurs impliqués

bénéficieront du même accompagnement et des mêmes facilités accordés aux cultivateurs de blé et d'orge en vue de réduire la facture des importations. N.S.

APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ NATIONAL ET PROMOTION DES EXPORTATIONS

Tayeb Zitouni rencontre les patrons du CREA

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a présidé, jeudi dernier, une séance de travail avec le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, autour de l'approvisionnement du marché national et la promotion des exportations, ainsi que de la participation des opérateurs économiques algériens aux événements internationaux, annonce un communiqué du ministère. Cette rencontre qui s'est déroulée au siège du ministère, en présence de membres du CREA, s'inscrit dans le cadre de l'approche participative et consultative du secteur, ajoute la même source. La séance de travail a permis «la concertation et le rapprochement de vues sur la feuille de route

adoptée par le ministère pour l'année 2024, notamment sur l'approvisionnement du marché national, le réseau de distribution et les préparatifs en cours du mois de Ramadhan, en sus de l'accompagnement des opérateurs économiques producteurs dans le but de créer des filiales à leurs unités de production dans les différentes wilayas», souligne le communiqué du ministère. Zitouni a appelé, à cette occasion, les opérateurs économiques à exploiter les infrastructures des marchés régionaux de gros relevant de la société «Magros», afin qu'elles soient des plateformes de distribution pour assurer un approvisionnement équitable pour toutes les wilayas. «La rencontre a également abordé plusieurs axes ayant trait à la consolidation des exporta-

tions, de manière à contribuer à la réalisation des objectifs de développement et à consolider la place de l'Algérie sur le marché international, notamment africain, à mettre en place une feuille de route pour une participation efficace des opérateurs économiques algériens aux manifestations économiques internationales et à renforcer la présence algérienne. «note ledit communiqué. Au terme de la rencontre, le ministre a mis en avant l'importance d'associer toutes les organisations et associations professionnelles pour faire de l'année 2024 une année économique par excellence, en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a conclu le communiqué. N.S.

PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Le ministère du Commerce veut restructurer le CACQE pour améliorer la qualité et la sécurité des produits

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a ordonné, jeudi dernier, l'élaboration d'une étude spéciale sur la restructuration du Centre algérien du contrôle de la qualité et de l'emballage (CACQE), en vue d'améliorer et promouvoir son rôle dans le contrôle de la qualité et de la sécurité des produits, précise un communiqué du ministère. Lors d'une visite de travail au CACQE, dans le cadre des visites qu'il effectue aux organes sous tutelle, le ministre a ordonné l'élaboration d'une étude spéciale pour la restructuration du CACQE, dans le but d'améliorer et promouvoir son rôle dans le contrôle de la quali-

té et de la sécurité des produits, et d'élargir son champ d'action pour garantir une couverture plus large des secteurs et des différentes industries et être en conformité avec les standards internationaux. Lors de cette visite, Tayeb Zitouni a tenu une séance de travail avec les cadres du CACQE, axée sur les principaux dysfonctionnements et contraintes que connaît cet organe, ainsi que sur la situation des laboratoires sous tutelle à travers l'ensemble du territoire national, dans le but d'améliorer les prestations fournies en matière de protection du consommateur. Afin de renforcer le contrôle sur la qualité des produits et garantir la sécu-

rité des consommateurs, le ministre a mis l'accent sur «l'importance d'intensifier les efforts du CACQE en matière de contrôle des appareils électroménagers et des produits de consommation, à travers le renforcement du contrôle de ces appareils afin de garantir leur conformité aux standards internationaux en vigueur», note le communiqué du ministère. Enfin, le ministre du Commerce a insisté sur la nécessité de multiplier les examens de qualité des produits de consommation, et de s'assurer de leur conformité aux normes sanitaires et alimentaires, dans le but de protéger le consommateur algérien. R.N.

DOUANES

TENTATIVE DE CONTREBANDE DE QUANTITÉS IMPORTANTES DE PRODUITS DE CONSOMMATION SUBVENTIONNÉS DÉJOUÉE À IN GUEZZAM

Les agents des Douanes, en coordination avec les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), ont déjoué une tentative de contrebande de quantités considérables de produits de consommation subventionnés dans la wilaya d'In Guezzam, a annoncé, hier, un communiqué de la Direction générale des Douanes (DGD). «Dans le cadre des efforts de lutte contre la contrebande, les agents de la brigade mobile des Douanes relevant des services de l'inspection divisionnaire des Douanes d'In Guezzam, dans le territoire de compétence de la Direction régionale des Douanes de Tamanrasset, ont saisi 1.750 kg de semoule, 5.000 kg de farine, 1.500 kg de pâtes et 1.525 kg de sucre, et ce, après 4 opérations distinctes mises en œuvre en coordination avec les éléments de l'ANP», précise le communiqué. La marchandise saisies a été retrouvée «dans deux cachettes utilisées pour stocker les marchandises destinées à la contrebande. Les éléments des Douanes ont également saisi 5 véhicules 4x4 et arrêté 4 individus, dont deux de nationalité étrangère, ajoute-t-on de même source. Ces opérations consacrent «la coordination étroite entre les appareils de l'Etat dans le cadre de la mise en œuvre des instructions des autorités publiques visant à lutter contre la spéculation et la contrebande de produits subventionnés de large consommation, afin de préserver la stabilité du marché national et des prix, et de garantir un approvisionnement permanent du citoyen», conclut ledit communiqué. R.N.

AGRICULTURE

INTENSIFIER LA CRÉATION DE FERMES DE PRODUCTION DE SEMENCES COMME PRIORITÉ DU SECTEUR

Le ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, Youcef Chorfa, a affirmé jeudi que la priorité du secteur consistait à intensifier la création de fermes agricoles spécialisées dans la production de semences. «Notre objectif pour la saison agricole 2024-2025 est d'intensifier la réalisation de fermes agricoles de production de semences pour toutes les filières, notamment celle de la pomme de terre et parvenir à cesser l'importation et à la sécurité alimentaire», a précisé le ministre lors de sa visite dans la commune de Guellal (Setif) de la société de développement agricole Sagrodev, relevant du groupe Gvapro de valorisation des produits agricoles et de production des semences de pommes de terre, et ce dans le cadre d'une visite de travail dans la wilaya. Le succès de cette démarche «ne peut être obtenu sans l'adhésion des agriculteurs», dira le ministre qui a estimé qu'«il faut prendre toutes les mesures, offrir toutes les facilités et mobiliser les moyens nécessaires pour les investissements dans ce domaine et la réalisation de l'objectif escompté». Chorfa a souligné «la nécessité aujourd'hui d'investir dans ce domaine en monnaie nationale au lieu de recourir demain à l'importation en devises.» Après avoir suivi un exposé sur le secteur agricole dans la wilaya, le ministre a indiqué que son département ministériel «lancera une opération de recensement global de tous les moyens et capacités disponibles à l'échelle nationale en vue de parvenir à concrétiser les objectifs tracés pour le secteur». Le ministre de l'Agriculture a poursuivi sa visite de travail à Sétif par l'inspection de plusieurs structures relevant de son secteur dont la pépinière de production de plants d'arbres forestiers d'Ain Azel, une ferme laitière à Tella, une unité de transformation des fruits et légumes à El Eulma et une conserverie de tomate au chef-lieu de wilaya. R.N.

LA 54^E RÉUNION ANNUELLE SE TIENDRA DU 15 AU 19 JANVIER

LE FORUM DE DAVOS ET LES NOUVELLES CRISES MONDIALES

L'événement mondial de cette année a adopté le slogan principal « Reconstituer la confiance » pour souligner l'importance d'une action internationale conjointe pour faire face aux défis humanitaires, climatiques, sociaux et économiques.

Les réunions de Davos visent, ainsi, à restaurer la capacité collective et à renforcer les principes fondamentaux de transparence, de cohérence et de responsabilité entre les dirigeants, et appellent à un « retour aux sources » dans un esprit de dialogue ouvert et constructif entre les dirigeants du gouvernement, des entreprises et de la société civile.

L'objectif principal serait d'aider à relier les points dans un environnement de plus en plus complexe et de fournir un aperçu en présentant les derniers développements dans les domaines de la science, de l'industrie et de la société.

La réunion annuelle de cette année accueillera plus de 100 gouvernements, toutes les grandes organisations internationales et les 1 000 partenaires du Forum, en plus des dirigeants de la société civile, des experts, des représentants de la jeunesse et des entrepreneurs sociaux.

Cette année, la réunion se concentrera sur quatre questions principales : assurer la sécurité et la coopération dans un monde fracturé, créer de la croissance et des emplois pour une nouvelle ère, l'intelligence artificielle comme moteur de l'économie et de la société et une stratégie à long terme pour le climat, la nature et l'énergie.

Quant à la question de la sécurité et de la coopération dans un monde fracturé, le Forum économique mondial discutera de la manière de gérer efficacement les crises de sécurité telles que la situation actuelle au Moyen-Orient, tout en jetant les bases sous les forces des forces structurelles et comment identifier les domaines dans lesquels la coopération est nécessaire pour garantir un scénario gagnant-gagnant pour toutes les parties concernées.

L'année dernière à Davos, le mot « crises multiples » était sur toutes les lèvres alors que les dirigeants discutaient des crises successives et interconnectées de ce moment. Aujourd'hui, Davos se tourne vers de nouvelles crises, même si d'anciennes subsistent.

Le Forum économique mondial affirme que les fractures géopolitiques, la crise généralisée du coût de la vie, la fragilité de la sécurité énergétique et alimentaire et, bien sûr, l'urgence climatique de plus en plus grave, restent au centre de l'attention. Même si les conflits dévastateurs sont restés relativement isolés, ils continuent de s'embraser et les troubles financiers restent une source d'inquiétude même si l'économie mondiale a réussi à éviter la récession. On se demande si 2024 sera une période de « crise permanente » ? Ou sera-t-il temps de résoudre et de récupérer ?

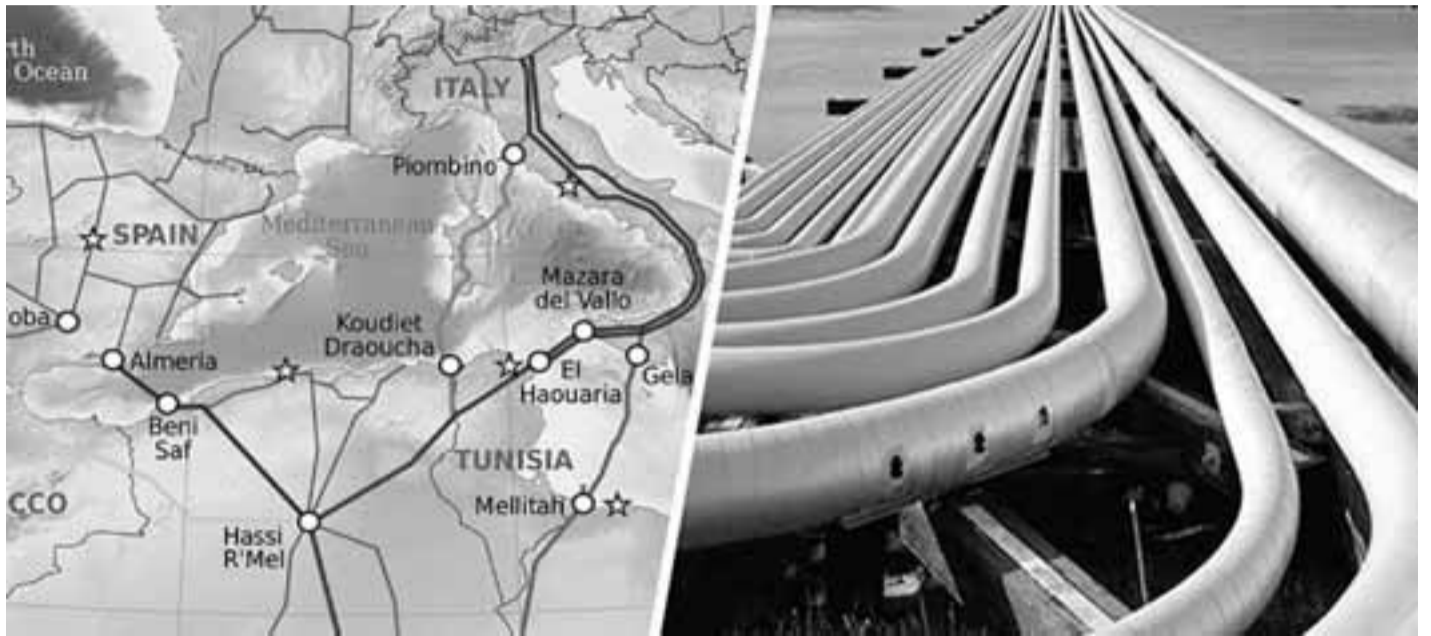
Les réunions annuelles de Davos, en Suisse, porteront également sur la manière de rassembler les gouvernements, les entreprises et la société civile autour d'un nouveau cadre économique pour éviter une décennie de faible croissance et placer les citoyens au cœur d'une voie plus prospère, ainsi que sur la manière de maximiser les synergies, alors que les mesures traditionnelles semblent échouer.

M.H.

SES LIVRAISONS ONT DÉPASSÉ CELLES DES ÉTATS-UNIS

L'Algérie se replace comme premier exportateur de gaz vers l'Espagne

L'Algérie est arrivée au premier rang des plus grands exportateurs de gaz vers l'Espagne en 2023, avec un taux de 29,2%, devant les États-Unis et la Russie, avec un total de 116,3 térawattheures.



Le gaz liquéfié américain est resté au premier rang des importations espagnoles en 2022. L'Algérie a ensuite pu faire des progrès significatifs dans ses exportations vers l'Europe, notamment après la guerre russe en Ukraine, alors que les pays du Vieux Continent cherchaient à sécuriser leurs besoins loin de Moscou. L'année 2023 a été marquée par une baisse des importations espagnoles de gaz naturel et liquéfié, de 11 % sur une base annuelle, pour atteindre 398,0 térawattheures, dont 70 % étaient du gaz liquéfié.

En décembre 2023, les importations ont également diminué de manière significative de 28,5 % sur un an, pour

atteindre 27,3 térawattheures. Parmi ceux-ci, 59 % sont du gaz liquéfié. L'Algérie s'est classée, ainsi, au premier rang des plus grands exportateurs de gaz vers l'Espagne en 2023, avec 94,9 térawattheures de gaz naturel et 21,4 térawattheures de gaz liquéfié. Cela se compare à 101,0 térawattheures de gaz naturel et 5,4 térawattheures de gaz liquéfié au cours de la même période en 2022.

Les États-Unis se classent deuxièmes avec 21,1 %, avec un total de 83,9 térawattheures de gaz liquéfié, contre 128,8 térawattheures en 2022, alors qu'ils étaient en tête de liste. La part du gaz liquéfié russe a atteint 18,3 %

des importations de gaz espagnoles en 2023, avec un total de 72,7 térawattheures, contre 53,9 térawattheures en 2022.

Le Nigeria se classe au quatrième rang des plus grands exportateurs de gaz vers l'Espagne, avec une part de 13,6 %, avec un total de 54,0 térawattheures de gaz liquéfié, contre 62,0 térawattheures de janvier à décembre 2022. La France se classe cinquième avec 3,9 %, avec un total de 15,5 térawattheures, dont 14,4 térawattheures de gaz naturel et 1,1 térawattheures de gaz liquéfié. Cela représente une diminution significative par rapport aux 22,6 TWh de 2022.

Le Qatar est apparu sur la

liste des plus grands exportateurs de gaz vers l'Espagne en 2023 avec un taux de 3,6%, avec 14,2 térawattheures de gaz liquéfié, restant presque constant par rapport aux 14,5 térawattheures en 2022.

Les importations espagnoles de gaz naturel et liquéfié ont connu en 2023 une baisse significative sur un an, à 398,0 TWh, contre 446,6 TWh en 2022, selon les données du gestionnaire de réseau gazier espagnol Enagas.

De janvier à décembre 2023, les importations espagnoles de gaz naturel se sont élevées à 119,9 térawattheures et à 278,0 térawattheures de gaz liquéfié.

M.H./avec Agences

IMPÔTS :

La DGI publie les principales mesures fiscales prévues par la loi de finances 2024

La Direction générale des impôts (DGI) a communiqué, jeudi, les principales dispositions fiscales de la loi de Finances 2024 (LF) visant notamment, la préservation du pouvoir d'achat du citoyen, l'amélioration du climat des affaires, ainsi que l'octroi de facilitations fiscales en vue de soutenir l'investissement et les entreprises en activité.

Dans un communiqué, la DGI a énuméré les nouvelles mesures répondant à un objectif socio-économique et s'articulant autour de sept principaux axes, à savoir le soutien à l'investissement et à l'économie nationale, la préservation du pouvoir d'achat du citoyen, la mobilisation des ressources fiscales, la conformité fiscale et lutte contre la fraude, la facilitation et simplification des procédures, la numériques ainsi d'autres mesures introduites dans ce texte.

Au titre de dispositions destinées à préserver le pouvoir d'achat, la DGI a évoqué l'exonération temporaire de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), de certains produits de large consommation applicable jusqu'au 31 décembre 2024 et qui concerne l'importation et la vente de légumes secs et du riz, les fruits et légumes frais, les œufs, le poulet de chair

et la dinde produit localement, la farine courante et supérieure ainsi que la semoule. Le délai d'exonérations douanières et fiscales accordées aux importateurs/transformateurs de l'huile brute de soja a été prorogé au 31 décembre 2024, afin de garantir la disponibilité de l'huile alimentaire en quantités suffisantes sur le marché intérieur.

La DGI a mentionné que la révision à la baisse des tarifs du droit du timbre applicable aux passeports de 48 pages au profit des citoyens algériens résidents et non résidents. Pour encourager l'accessibilité à l'internet, il a été décidé aussi la prorogation de l'exonération de la TVA accordée aux opérations portant sur la fourniture des services internet fixe, jusqu'au 31 décembre 2026, touchant les services de la location de la bande passante, d'hébergement de serveurs web, la conception et au développement des sites web, ainsi la maintenance et à l'assistance. Quant aux mesures fiscales de soutien à l'investissement et à l'économie nationale, la DGI a cité, entre autres, la suppression de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP), la révision du taux de l'impôt forfaitaire unique (IFU), applicable aux auto-entrepreneurs de 5%

à 0,5%, l'exonération de l'IFU du chiffre d'affaires pour les activités de collecte et de vente de lait cru et l'élargissement du taux réduit de 9% de la TVA à la vente d'une nouvelle liste de déchets valorisés. Des incitations fiscales pour favoriser le développement du marché financier et boursier ont été également précisées dans le communiqué de la DGI, dont des exonérations de l'IBS ou de l'IRG des produits des actions et titres assimilés cotés en bourse.

Des exonérations de l'IRG sont accordées aussi aux épargnants pour encourager l'épargne dans le cadre des programmes publics de logements.

Afin de développer l'activité d'assurance TAKAFUL, la LF 2024 a exclu de la base imposable à l'IBS les revenus provenant d'emploi d'instruments financiers, perçus par la société d'assurance, a fait savoir la DGI.

La LF 2024 comprend également l'application d'un taux réduit de 9% en matière de TVA aux intrants destinés à l'élevage aquacole et une exonération de la taxe d'efficacité énergétique pour les opérations d'exportation certains produits énergétiques fabriqués localement.

R. E.

NOUVEL AN AMAZIGH À BATNA :

Une opportunité pour la promotion des produits de l'artisanat

A cette occasion, une expérience pilote concernant le e-marketing des produits de l'artisanat a été lancée par la Chambre de l'artisanat et des métiers de Batna. Elle permettra d'ouvrir des espaces électroniques permanents pour les artisans pour faire connaître leurs produits à des fins de commercialisation.

La Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) de Batna a lancé, à l'occasion de la célébration du Nouvel An amazigh 2974 (Yennayer) une expérience pilote portant sur le e-marketing en vue de commercialiser les produits de l'artisanat traditionnel et d'en faire la promotion sur internet. Cette initiative, annoncée par le directeur de la CAM, El Ayeche Karaba en marge d'un salon national de l'artisanat qui a débuté le 30 décembre dernier pour se poursuivre jusqu'au 15 janvier, actuellement "en cours de finalisation", permettra l'ouverture d'espaces électroniques permanents pour les artisans, des divers domaines, afin de présenter et de commercialiser leurs produits grâce à une application spéciale que la CAM mettra à leur disposition "fin janvier 2024 au plus tard". Elle concernera, dans une première phase, 43 artisans sur les 70 de différentes wilayas qui partici-

pent au salon national organisé par la CAM en célébration du Nouvel An amazigh, a précisé le même responsable. A cette occasion, a-t-il ajouté, une formation gratuite à l'e-marketing a été organisée à l'Ecole de formation et de perfectionnement située dans l'enceinte de la Maison de l'Artisanat (Place de la Liberté, dans le centre de Batna), sanctionnée par la délivrance d'un certificat au profit du premier groupe de 43 artisans. Un spécialiste du domaine a encadré cette formation, concentrée sur les méthodes d'accéder à l'application et de l'utiliser pour la commercialisation des produits ouvragés par les artisans, a encore indiqué M. Karaba. La plupart des bénéficiaires de cette formation, parmi lesquels Salem Ladoui, de la wilaya de Tizi Ouzou, spécialisé dans la fabrication de bijoux traditionnels en argent et en corail, et Amira Khantala, artisanne de Batna, spécialisée dans



la fabrication de savon avec des ingrédients naturels, ont salué l'initiative qui vise à promouvoir le produit traditionnel et à permettre aux artisans de se doter des mécanismes modernes de commercialisation et de promotion. Les artisans, venus de 15 wilayas des différentes régions du pays, faisant part de leur admiration devant cette "nouveau" (le e-marketing) apportée par le salon de Yennayer à Batna, ont estimé que cette expérience encadrée par la CAM de Batna leur ouvrira de nouvelles perspectives de commercialisation de leur savoir-faire, apprécié

comme en témoigne l'engouement des habitants de la capitale des Aurès pour le salon. Ce dernier se caractérise par la grande diversité des produits exposés, tels que les habits traditionnels, les objets de décoration et autres ustensiles en porcelaine ou en bois, les confiseries "maison", les pâtes traditionnelles, les objets d'art, l'eau de rose distillée selon des coutumes ancestrales, les épices indispensables pour la préparation de certains mets traditionnels, les produits cosmétiques naturels et autres. L'événement, qui "sent" à plein nez l'odeur de Yennayer (appelé localement

Yennar) se tient, ce qui est inédit, sur la Place de la Liberté, dans le centre de Batna, où 30 grandes tentes ont été installées juste en face de la Maison de l'artisanat, suscitant un surcroît d'affluence. Pour rappel, les tentes en question avaient été acquises par la CAM de Batna pour abriter un marché hebdomadaire pour les artisans des Aurès, en particulier les femmes au foyer ou celles résidant dans les zones isolées, afin de les encourager et les aider à promouvoir et à commercialiser le produit de leur savoir-faire.

R.R.

NOUVEL AN AMAZIGH : OUEST DU PAYS

Plusieurs activités culturelles pour célébrer Yennayer

Plusieurs activités culturelles, patrimoniales et artistiques ont été organisées, jeudi dans les wilayas de l'Ouest du pays, à l'occasion de la célébration du nouvel an amazigh 2974 "Yennayer", dans le cadre de la valorisation du legs culturel et sa préservation. Dans ce cadre, une exposition de "Yennayer, traditions et coutumes" a été organisée au Musée public national "Ahmed Zabana" d'Oran mettant en lumière un ensemble d'ustensiles utilisés dans la préparation des plats de Yennayer, à travers des objets conservés à la salle Ethnographique de cet établissement muséal. L'histoire de ces ustensiles, faits d'argile, de cuivre et d'alfa, remonte à la fin du 19ème siècle et au début du 20ème siècle, a souligné Leila Boutaleb, responsable du service communication du même musée. L'exposition comprend également des photographies des différents types de moyens de préparation et de cuisson des plats populaires que les femmes utilisent à cette occasion, tels que la "tharada", la "Gassaa", le "cascas", la "marmite" ou la "barma", ainsi qu'une exposition de plats traditionnels les plus célèbres préparés à cette occasion à Oran, notamment le "Cherchem", le "rogag" et le "mekhalat", composé de fruits secs, de confiseries et de dattes, entre autres. A cette occasion, des ateliers ont été organisés en faveur des enfants pour leur enseigner l'écriture de leurs noms en lettres Tifinagh, animés par des cadres du Musée. La wilaya d'El Bayadh a élaboré un programme de plusieurs manifestations et spectacles culturels de célébration du nouvel an amazigh "Yennayer" qui ont eu lieu à la Maison de la Culture et des Arts "Mohamed Belkheir", où une exposition de livres amazighs a été ouverte durant trois jours, en plus de l'exposition

d'autres ouvrages qui s'intéressent au patrimoine et à l'histoire amazighe algérienne. La célébration de Yennayer a été lancée, jeudi au Palais de la culture "Abdelkrim Dali" de Tlemcen, à l'occasion de la nouvelle année amazighe 2974. La cérémonie d'ouverture de cette manifestation, organisée par la direction de la Culture et des Arts a connu la présence des autorités de la wilaya. Au programme de cette célébration, plusieurs activités artistiques et des expositions du costume traditionnel amazigh, différents plats populaires et des gâteaux traditionnels réalisés pour cette occasion, ainsi qu'une exposition de tapis et une autre de tableaux d'arts plastiques liés aux coutumes de la célébration du carnaval Ayred dont la région de Beni S'nous est réputée et des spectacles folklo-

riques. Une Gaâda traditionnelle a été tenue, mettant en exergue des traditions et coutumes liées à cette occasion et une exposition de calligraphie Tifinagh et une autre sur la vie quotidienne des populations amazighes de Tlemcen, ainsi qu'un atelier vivant sur l'emploi de l'écriture Tifinagh et une exposition de livres en langue amazighe. La direction de la Culture et des Arts a élaboré un programme diversifié à cette occasion, s'étalant sur une semaine, sous le slogan "patrimoine amazighe et identité algérienne", portant sur des ateliers pour enfants sur la fabrication de certains produits de poterie, alfa, tissage de tapis, exposition du livre "Ayred Beni S'nous" de l'écrivain Omar Berkani à la bibliothèque "Mohamed Dib", avec la participation d'académiciens et des acteurs du

mouvement associatif pour débattre du thème du livre, a souligné à l'APS le directeur du secteur, Amine Boudelfa. Cette manifestation vise à valoriser le legs culturel et à faire connaître les différents produits artisanaux. A noter que la célébration de l'avènement du nouvel an amazigh est organisée en collaboration avec différents établissements culturels, les directions du Tourisme et de l'Artisanat, de la Jeunesse et des Sports et plusieurs associations culturelles de la wilaya. A Nâama, la Maison de la culture "Ahmed Chami" a accueilli une exposition traditionnelle et diverses activités culturelles et patrimoniales, reflétant les coutumes et traditions de la région, à l'occasion de la célébration du nouvel an amazigh "Yennayer".

APS

KHENCHELA :

EXPORTATION DE 25 TONNES D'OIGNON ROUGE VERS LA MAURITANIE

Une quantité de 25 tonnes d'oignon rouge a été exportée de la wilaya de Khenchela vers la Mauritanie, a-t-on appris mercredi du directeur du commerce et de la promotion des exportations, Belili Belkacem. Le même responsable a indiqué "qu'il a donné mardi soir avec M. Rabah Merdaci, le président du bureau de wilaya de la Fédération algérienne des exportateurs algériens (association nationale des exportateurs algériens), le coup d'envoi d'une cargaison contenant 25 tonnes d'oignon rouge

vers le port de Nouakchott en Mauritanie via le port de Skikda".

Ce cadre a précisé que "l'exportation de cette quantité d'oignon rouge produit à Khenchela s'inscrit dans le cadre de la diversification de l'économie hors hydrocarbures", ajoutant que "l'opération vient traduire les orientations de la bonne gouvernance de l'Etat algérien dans le domaine de la promotion et de l'encouragement de l'investissement notamment en matière d'agriculture et la contribution à booster le développement local".

Le secteur du commerce de la wilaya de Khenchela "œuvre à accompagner les exportateurs à travers les diverses facilitations et encouragements pour soutenir et valoriser le produit national, devenu demandé dans le marché extérieur", a assuré le même responsable. De son côté, le gérant de l'entreprise privée exportatrice de la quantité d'oi-

gnon rouge vers la Mauritanie, Messaoudi Noui, a déclaré à l'APS que "l'entreprise prévoit au cours du premier trimestre 2024 l'exportation de 405 tonnes d'oignon rouge vers le Bangladesh, Le Sri Lanka et l'Inde". Le même opérateur économique a indiqué que "l'oignon exporté a été acheté auprès des agriculteurs ayant investi dans le désert Nemamcha à l'extrême sud de la commune Babar à Khenchela", précisant que la valeur des cargaisons devant être exportée durant le premier trimestre de l'année en cours dépasse les 429.000 dollars. L'opération de l'exportation a été saluée par M. Merdaci, car constituant, selon lui, "un bond qualitatif dans le domaine de la promotion du commerce extérieur entre l'Algérie et les pays voisins ce qui consolidera les relations économiques de l'Algérie avec l'étranger".

APS

ÉDUCATION ET PROTECTION ÉDUCATION PRÉSCOLAIRE LE PLEIN POTENTIEL

«L'

éducation et la protection de la petite enfance (EPPE), qui concernent les enfants de la naissance à l'âge de huit ans, sont importantes car elles tirent parti de la riche période de développement cérébral chez l'enfant. Si l'éducation est de bonne qualité, elle contribue à développer toutes ses capacités», selon un rapport de l'UNESCO. Elle peut former la base d'une bonne santé et d'une bonne nutrition, de la réussite de l'apprentissage et de l'éducation, de l'apprentissage socio-émotionnel et de la productivité économique tout au long de la vie. En dépit des preuves qui existent concernant ces gains de développement social, humain et économique, l'EPPE ne bénéficie encore souvent que d'un faible niveau de priorité dans les politiques et les investissements du domaine de l'éducation et, même lorsqu'elle existe, elle est susceptible d'exclure les groupes marginalisés. L'EPPE possède sa propre

intégrante et fondamentale du système éducatif et une base solide permettant de construire l'éducation tout au long de la vie, la vie et une carrière. Toute son action dans ce domaine est alignée sur la cible 4.2 de l'Objectif de développement durable 4 qui vise à «d'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons aient accès à des activités de développement et de soins de la petite enfance et à une éducation préscolaire de qualité qui les préparent à suivre un enseignement primaire». Pour réaliser cet objectif, l'UNESCO a élaboré une nouvelle Stratégie de partenariat mondial destinée à combler les écarts et à faire en sorte que tous les enfants puissent bénéficier de l'EPPE, des premières années de l'école primaire et d'une éducation familiale.

L'action de l'UNESCO se fonde sur l'idée que «l'apprentissage débute dès la naissance» qui a été introduite par la Déclaration de Jomtien, la déclaration mondiale sur l'Éducation pour tous. Comme cela est inscrit dans la Convention relative aux droits de l'enfant (1989), les jeunes enfants ont un droit non seulement à la survie, mais aussi à l'épanouissement et au développement de toutes leurs potentialités. En 2000, la

avec l'enseignement primaire ainsi qu'avec la santé de la petite enfance, la nutrition et les services sociaux.

Concrètement, l'Organisation coopère avec les États Membres aux niveaux national, régional et international en influençant les politiques et les pratiques, à partir d'un plaidoyer fondé sur des données probantes, par la production et le partage de connaissances, le renforcement des partenariats, le renforcement des capacités et l'assistance technique. Elle œuvre notamment pour le développement professionnel des enseignants par le biais de projets tels que le Projet Enquête auprès des enseignants de l'Éducation pré-primaire (STEPP), l'éducation à la parentalité et l'alphabétisation des familles, ainsi que la mesure et le suivi.

L'UNESCO encourage l'intégration d'une composante EPPE dans les plans sectoriels de l'éducation des pays pour répondre aux besoins des différents groupes d'âge. Les partenariats qui impliquent une action avec les secteurs de la santé, de la nutrition et des affaires sociales, ainsi qu'avec la société civile et les acteurs du secteur privé, contribuent à atteindre davantage d'enfants.

Selon le Cadre d'action Éducation 2030, un enfant est prêt pour l'école lorsqu'il «a franchi certaines étapes de son développement dans toute une série de domaines, notamment que son état de santé et son état nutritionnel sont satisfaisants, et qu'il a atteint un stade de développement linguistique, cognitif, social et affectif qui correspond à son âge» (UNESCO, 2016, p. 39). La cible 4.2 de l'ODD 4 vise à garantir l'accès de tous les enfants à des services de développement et de prise en charge de la petite enfance et à une éducation préscolaire de qualité qui les préparent à suivre un enseignement primaire. Si la prise en charge de la petite enfance et le soutien familial jouent un rôle primordial dans l'état de préparation des enfants à l'école, cette synthèse se concentre sur l'aspect du développement de la petite enfance qui a trait à l'enseignement organisé, c'est-à-dire l'éducation préprimaire ou éducation de la petite enfance (EPE).

38 % DES PAYS CONSACRENT MOINS DE 2 % DU BUDGET DE L'ÉDUCATION À L'ENSEIGNEMENT PRÉPRIMAIRE

Toutefois, la scolarisation de la petite enfance présente de grandes disparités entre les pays, en général plus marquées que pour les autres niveaux d'enseignement. Les données nationales et régionales relatives à l'enseignement préprimaire formel sont principalement obtenues grâce aux indicateurs «taux de participation à des activités organisées d'apprentissage (un an avant l'âge officiel de scolarisation dans le primaire)» (indicateur 4.2.2 des ODD) et «taux de scolarisation au préprimaire». Pour l'ODD 4.2.2, le taux de scolarisation mondial s'élève à 67,2 % (2018). Cependant, à l'échelle régionale, ce taux n'est que de 42 % en Afrique subsaharienne, contre 96 % en Amérique latine et dans les Caraïbes (Équipe du Rapport mondial de suivi sur l'éducation, 2020).

Malgré un meilleur accès à l'enseignement préprimaire, la qualité des programmes reste généralement faible. L'universalisation de l'enseignement primaire a entraîné une baisse de sa qualité, et l'enseignement préprimaire est confronté au même risque. Un meilleur accès ne conduit pas forcément à une amélioration des résultats des élèves. Parfois, les efforts entrepris pour améliorer l'accès peuvent aggraver le problème de faible qualité. Il a été observé qu'une EPE de haute qualité produit des effets bénéfiques qui perdurent jusqu'au secondaire, même lorsque l'école primaire est de qualité

médiocre. À l'enseignement l'enseignement de l'UNESCO. La principalement d'appr bienveillant, sur le jeu e enfants, de su en tout prem et qualifiés (L'un des élém qualité de l' qualité du pe qualification sont plus de p nombre de p du groupe . déjà en nom cative des ef pays puissent ment prépri D'après des centage d'ens ment préprim diale contre faible revenu conditions de l'enseigneme médiocres, c tement et en L'enseigneme financé par n gnement, av près de 90 % 75 % dans le rieur. À l'éch consacrent m tion à l'ensei sion pour l'é offrir un acco primaire dan nu intermé investisseme serait néces recommanda été démontr portaient lar l'apprentissa comme un b investi dans petite enfan investisseme enfants les p

IMPACT S
Une EPE de la santé et l enfants, mais leur dévelo recherches r programmes de préparati aussi corrélé de la scolarit capacités, à laires et à la CEF, 2019). l'agence onus trième année quenté une g obtenaient d tiques que le de services Guizhou, en année qui é naient des mathématiq autres enfant rurales du M laire avaient l'école prima préhension e

Selon le Cadre d'action Éducation 2030, un enfant est prêt pour l'école lorsqu'il «a franchi certaines étapes de son développement dans toute une série de domaines, notamment que son état de santé et son état nutritionnel sont satisfaisants, et qu'il a atteint un stade de développement linguistique, cognitif, social et affectif qui correspond à son âge».

vulnérabilité en ce sens qu'elle est en grande partie fournie par des instances privées.

En période de crise, la fermeture des établissements scolaires et des autres institutions chargées de la protection sociale, de la santé, de la nutrition, de l'apprentissage et de l'éducation socio-émotionnelle des jeunes enfants fait peser une lourde menace sur leur potentiel de développement. Dans de nombreux pays, l'EPPE était déjà dans un «angle mort» avant la pandémie de COVID-19 et c'est pour cette raison qu'elle a été intégrée à la campagne #SauvezNotreAvenir lancée par l'UNESCO et ses organisations partenaires afin de protéger et donner la priorité à l'éducation en tant que facteur essentiel du relèvement et comme meilleur investissement pour l'avenir.

Bien que certains pays aient pris des mesures de soutien aux familles, aux tuteurs et aux enfants, prenant la forme d'un appui financier, d'un soutien psychologique et de services d'urgence pour la garde des enfants des travailleurs de première ligne, l'enseignement pré-primaire a été relativement négligé par rapport aux autres niveaux d'éducation.

LA SITUATION DE L'EPPE DANS LE MONDE

L'UNESCO considère l'EPPE comme une part

communauté internationale réunie pour le Forum mondial sur l'éducation (Dakar 2000) s'est engagée à «développer et améliorer sous tous leurs aspects la protection et l'éducation de la petite enfance, et notamment des enfants les plus vulnérables et défavorisés». Dix ans plus tard, la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation et la protection de la petite enfance (Moscou 2010) a averti que l'objectif de l'EPT en matière d'EPPE «risquait fort de ne pas être atteint en 2015 à moins que des initiatives urgentes et résolues ne soient prises», soulignant par ailleurs que l'EPPE constituait un impératif de développement social, humain et économique. L'Agenda ODD 4 - Éducation 2030 a marqué le premier engagement mondial en faveur de l'EPPE en dehors de la communauté éducative et il a été suivi d'autres initiatives et déclarations internationales et régionales.

L'UNESCO collabore avec les gouvernements et les autres parties prenantes essentielles qui ont un lien avec l'éducation et la protection des jeunes enfants, de la naissance jusqu'à leur entrée à l'école primaire. Ses activités EPPE se focalisent sur la promotion d'un enseignement pré-primaire holistique et de qualité pour tous les enfants de plus de 3 ans, faisant en sorte que les pédagogies utilisées soient adaptées au développement et mettant l'accent sur les liens

ON DE LA PETITE ENFANCE

OU COMMENT DÉVELOPPER L'ÉDUCATION PRÉSCOLAIRE DES ENFANTS

l'inverse, une mauvaise qualité de l'éducation préscolaire peut nuire au développement cognitif, d'après un rapport de la Banque mondiale. La qualité des services d'EPE dépend de la présence d'un environnement stimulant adapté aux enfants et d'un programme scolaire reposant sur des supports pédagogiques suffisants et adaptés au développement des enfants. (UNICEF, 2019).

Les facteurs les plus déterminants de la qualité de l'enseignement préscolaire sont le niveau de qualification du personnel enseignant ; son niveau de formation et sa participation à la formation continue. Les facteurs clés sont les suivants : le nombre de professionnels par enfant ou la taille de la classe. À l'heure où les enseignants sont en nombre insuffisant, une hausse significative est nécessaire pour que les pays puissent atteindre l'objectif d'enseignement préscolaire universel (UNICEF, 2019). Les données de 2019 de l'ISU, le pourcentage d'enseignants qualifiés dans l'enseignement préscolaire est de 80,5 % à l'échelle mondiale, contre seulement 60,5 % dans les pays à faible revenu. Le niveau de rémunération, les conditions de travail et le statut du personnel de l'éducation préscolaire sont souvent des facteurs qui posent des difficultés de recrutement et entraînent des taux d'attrition élevés.

L'enseignement préscolaire est insuffisamment financé dans les pays à faible revenu et dans les pays à revenu intermédiaire inférieur. Selon l'UNICEF, 38 % des pays à faible revenu consacrent moins de 2 % du budget de l'éducation à l'enseignement préscolaire. La Commission mondiale de l'éducation (2016) estime que, pour atteindre l'objectif universel de l'enseignement préscolaire, les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur doivent investir 44 milliards de dollars par an. Cependant, il est estimé que les avantages de l'EPE l'emportent sur ses coûts. Le soutien à l'enseignement préscolaire est donc présenté comme un investissement : «chaque dollar investi dans l'éducation et la protection de la petite enfance peut engendrer un retour sur investissement allant jusqu'à 17 dollars pour les enfants défavorisés».

Pour l'apprentissage

La qualité est un investissement pour le bien-être immédiats des jeunes enfants, mais aussi pour leur apprentissage et leur développement futurs. De multiples études montrent que la participation aux programmes d'EPE a un impact positif sur l'état de préparation à l'école primaire. Cet état est lié à l'apprentissage, à l'achèvement de l'école, au développement ultérieur de l'enfant et à l'acquisition de compétences scolaires. Selon des données fournies par l'UNICEF, au Brésil, les écoles de qualité ont obtenu de meilleurs résultats en mathématiques chez les élèves qui n'avaient pas bénéficié d'EPE. Dans la province rurale du Yunnan, en Chine, les enfants de première année étaient allés à la maternelle et obtenaient de meilleurs résultats en lecture, écriture et calcul que ceux des zones rurales. Au Mozambique, les enfants inscrits dans le préscolaire ont 24 % plus de chances d'aller à l'école et de faire des progrès en lecture et en comportement. En améliorant



l'état de préparation à l'école, la participation à l'enseignement préscolaire augmente les chances d'inscription en première année de l'enseignement primaire, réduit la scolarisation tardive, l'abandon scolaire et le redoublement, tout en augmentant l'achèvement et la réussite scolaire. Des programmes préscolaires de qualité peuvent aussi aider les enfants à développer leur résilience face à des situations traumatiques et stressantes, comme les conflits ou d'autres urgences. Même si le potentiel de l'EPE a été prouvé, les enfants issus de familles pauvres et migrantes et ceux vivant de zones rurales ne profitent pas de cet enseignement, ou dans des conditions de moindre qualité que leurs pairs plus aisés ou vivant dans des zones urbaines. Les enfants des ménages les plus pauvres sont moins susceptibles d'être soutenus dans leur apprentissage préscolaire à la maison et ont jusqu'à 10 fois moins de chances de suivre des programmes d'EPE (UNICEF, 2019), ce qui ne fait que renforcer les disparités en matière d'apprentissage préscolaire. D'après le Rapport sur le développement dans le monde 2018, les enfants issus de milieux défavorisés ont tendance à présenter des déficits d'apprentissage plusieurs années avant leur entrée à l'école. Ils sont donc mal préparés aux exigences de l'éducation formelle. Ces lacunes jouent un rôle déterminant dans les résultats qu'ils obtiendront tout au long de la scolarité et au début de l'âge adulte : «Un mauvais départ dans la vie et des niveaux inférieurs de compétences préscolaires ont pour conséquence que les enfants issus de milieux défavorisés arrivent à l'école tardivement et sans être préparés à en tirer pleinement profit. Ensuite, à mesure qu'ils grandissent, ces enfants ont plus de mal à dévier d'une trajectoire d'apprentissage déficiente».

AMÉLIORER LA FORMATION DES ENSEIGNANTS PRÉSCOLAIRES ET LEUR RECONNAISSANCE

Des programmes d'EPE de qualité peuvent permettre de compenser les situations défavorables. Ils peuvent aussi renforcer l'égalité en favorisant l'enseignement multilingue, l'égalité entre les sexes et les possibilités offertes aux enfants handicapés et à ceux se trouvant dans des situations d'urgence ou précaires. Il est établi que ce sont les élèves défavorisés qui tirent les avantages les plus considérables de tels programmes. Grâce à une EPE de qualité, il est possible de diagnostiquer les troubles et d'y remédier à un stade précoce, afin de faciliter la transition vers des écoles ordinaires. Le fait d'intégrer les enfants handicapés pour leur permettre d'apprendre et de jouer aux côtés de leurs pairs

au sein de programmes d'EPE ordinaires favorise la transition vers l'école primaire, réduit la stigmatisation et l'isolement pour l'enfant et ses parents et présente des avantages du point de vue socioémotionnel et scolaire pour l'ensemble des élèves. Les améliorations de la qualité de l'enseignement et des résultats des enfants sont souvent dues à des enseignants mieux qualifiés et formés, même s'il est difficile de déterminer la durée optimale de la formation et l'articulation entre formation initiale et continue. Des stratégies qui privilégient un perfectionnement professionnel progressif, depuis la formation avant l'emploi jusqu'à une formation continue qui se poursuit tout au long de la carrière des professionnels de l'EPE, peuvent être mises au point. Les compétences et les exigences des enseignants peuvent renforcer la pertinence de la formation initiale et professionnelle, améliorer la qualité du suivi et des possibilités d'accompagnement, favoriser la professionnalisation du personnel et contribuer aux efforts de planification des effectifs.

L'EPE apparaît dans la plupart des plans du secteur de l'éducation, mais, en général, pas suffisamment pour assurer le développement de ce sous-secteur. Incorporer l'EPE dans tout le processus de planification de l'éducation peut contribuer à garantir un enseignement préscolaire public universel et améliorer son intégration au système éducatif. Des études comparatives montrent que des services universels peuvent engendrer des taux de scolarisation bien plus élevés au sein des familles pauvres que des politiques ciblant spécifiquement les plus démunis. L'universalité des services est donc un plus grand facteur d'égalité. Cependant, des mesures spécifiques visant à encourager la participation des plus défavorisés peuvent contribuer à faire en sorte qu'ils ne soient pas laissés de côté. La planification du secteur de l'éducation est un moyen de renforcer le sous-secteur préscolaire et sa capacité d'offrir une EPE équitable et de qualité à tous les enfants : «À partir de plans du secteur de l'éducation crédibles qui intègrent le niveau préscolaire, les gouvernements peuvent proposer une vision globale du sous-secteur préscolaire et guider les décideurs et les personnes chargées de la mise en œuvre tout au long de la prestation des services d'EPE». Ils contribuent aussi à la mobilisation des ressources internes et externes nécessaires à l'expansion de ce sous-secteur.

Le financement de l'éducation préscolaire ne doit pas être considéré comme une diminution des fonds alloués à d'autres sous-secteurs de l'éducation, mais plutôt comme une stratégie essentielle pour renforcer l'ensemble du système éducatif. Pour répondre à ce besoin finan-

cier, il faut davantage mettre en commun les ressources, au moyen de comités intersectoriels coordonnés, où les services de l'éducation, de la santé, de la protection de la famille et d'autres services liés à l'EPE sont représentés (UNICEF, 2019). Outre la hausse des financements, des ressources doivent être affectées à ceux qui risquent de ne pas apprendre. Les décideurs doivent donner la priorité aux plus défavorisés et à la petite enfance, qui sont les domaines les plus rentables sur le plan social, tout en réduisant au minimum les dépenses que les ménages les plus pauvres consacrent à l'éducation de base.

COMMENT PRÉPARER L'ENFANT À L'ÉDUCATION PRÉSCOLAIRE

Selon les experts, l'éducation préscolaire constitue une étape très importante pour votre enfant et pour vous. Si la séparation peut être un processus difficile, commencer l'apprentissage formel est aussi une étape passionnante. Voici huit conseils pour faciliter la transition vers l'enseignement préscolaire. Si vous le pouvez, prévoyez de visiter ensemble la nouvelle école de votre enfant avant son premier jour. Jouez ensemble dans la cour de l'école et explorez la salle de classe. Ainsi, il connaîtra déjà l'établissement le jour de la rentrée.

Si cela est possible, invitez plusieurs enfants de la classe à venir jouer avec votre enfant. Cela leur permettra d'apprendre à se connaître avant le début de l'école. Les jeux de rôles peuvent aider votre enfant à s'habituer à l'idée d'aller à l'école. Recréez à tour de rôle les différentes routines comme l'heure de l'histoire, les comptines et la sieste. Vous pouvez également renverser les rôles et laisser votre enfant être le maître ou la maîtresse. Cela l'aidera à voir l'école comme un endroit amusant et à moins se sentir anxieux le premier jour. Apprenez-lui à fermer ses boutons et sa fermeture éclair, à mettre son sac à dos et à accrocher son manteau ou sa veste. Vous pouvez aussi inventer un jeu pour l'aider à mettre ses chaussures : «Voyons voir combien de temps il te faut pour les mettre !».

Racontez à votre enfant la première fois que vous êtes allés à l'école, ce que vous avez ressenti et les souvenirs que vous en avez gardés. Si possible, trouvez des photos de vous datant de cette époque ou d'autres adultes de confiance que votre enfant connaît et parlez-en ensemble. Plusieurs semaines avant la rentrée scolaire, commencez à mettre en place les nouvelles habitudes dont votre enfant aura besoin lorsqu'il commencera l'école. Le soir, choisissez une heure de coucher adaptée qui lui assurera une bonne nuit de sommeil. Le matin, réveillez-le suffisamment tôt pour qu'aucun de vous ne soit obligé de se presser. Cela permettra à votre enfant et à vous-même de vous habituer à ce nouveau rythme. Si cela est possible, vous pouvez même commencer une nouvelle routine consistant à choisir les vêtements ensemble la veille et à prendre le petit-déjeuner ensemble le matin. Demandez à votre enfant ce qu'il ressent à l'idée d'aller à l'école et rassurez-le en lui expliquant que c'est tout à fait normal d'avoir hâte d'y aller, d'être inquiet ou de ressentir toute autre émotion. Commencer quelque chose de nouveau peut être effrayant et difficile, mais cela peut être aussi très amusant ! Rassurez votre enfant en lui disant que vous serez là lorsqu'il sortira de l'école à la fin de la journée et parlez-lui de ce à quoi ressemblera cette routine. Dire au revoir peut s'avérer difficile pour vous et votre enfant. Au moment venu, essayez de vous dire au revoir rapidement et de façon positive ; rassurez votre enfant en lui disant que vous vous reverrez bientôt. Vous pouvez même inventer une routine spéciale qui aidera à le reconforter : chantez une chanson ensemble ou faites une poignée de main spéciale.

Par Amel B. et Agences

CAMEROUN

BEEHIVE INCUBATOR & COWORKING AIDE LES ENTREPRENEURS À ACQUÉRIR LEURS PREMIERS CLIENTS

Beehive Incubator & Coworking se positionne comme un acteur clé de l'écosystème entrepreneurial au Cameroun. Il offre des opportunités d'incubation et de coworking aux start-up, entrepreneurs et travailleurs indépendants.

Fondé en 2019, Beehive Incubator & Coworking est un incubateur de start-up et un espace de travail pour les entrepreneurs au Cameroun et en Afrique. Dirigé par Solange Majolaine Tchato, il est dédié à l'accompagnement des start-up et des entrepreneurs indépendants, en leur offrant un environnement propice à l'innovation et à la croissance.

Beehive Incubator & Coworking propose une gamme de services adaptés aux besoins des start-up. Son programme d'incubation accompagne les porteurs de projets dans tout leur processus de développement, de la rédaction d'études de marché à la conception de leur business model. De plus, il offre des formations orientées vers les réflexions stratégiques et pratiques, couvrant des thèmes essentiels tels que la gestion d'une start-up, le marketing, la communication, la finance, la comptabilité, le droit et l'intelligence économique.

En tant qu'incubateur, Beehive Incubator & Coworking permet aux entrepreneurs de prouver leur concept en acquérant leurs premiers clients payants. Il organise des rencontres, dont le StartUp MeetUp consacré aux fondateurs de start-up camerounais et africains. L'incubateur propose aussi des espaces ouverts, des bureaux privés. Il fournit des services de domiciliation et de secrétariat pour les entreprises.

Reconnaissant que le financement est souvent le premier défi rencontré par les start-up, Beehive Incubator & Coworking soutient également les entrepreneurs dans leur recherche de financement à chaque étape de l'évolution de leur projet. En outre, il aide les start-up dans leur stratégie d'expansion à l'international, en recherchant de potentiels partenaires.

L'incubateur a un impact significatif sur le paysage technologique en Afrique. Il incube actuellement une multitude de start-up. Parmi elles, on distingue Light qui est spécialisée dans les objets connectés et solutions intelligentes, Beauty House qui est un service en ligne de coiffure à domicile, ainsi que medsync qui offre un service de secrétariat médical 100 % en ligne.

In We Are Tech Africa

INTERNET

Tunisie Telecom annonce une capacité Internet de 2,5 téraoctets d'ici fin 2024

La Tunisie comptait 11,1 millions d'abonnés aux services d'Internet mobile au deuxième trimestre 2023, selon les dernières statistiques officielles. A cela s'ajoutent 1,7 million d'abonnés aux services d'Internet fixe.

La société publique de télécommunications tunisienne Tunisie Telecom a annoncé, le mardi 9 janvier, qu'elle augmentera sa capacité de connexion à 2,5 téraoctets d'ici la fin de l'année 2024. Selon Lassaad Ben Dhiab (photo), président-directeur général de l'opérateur historique, cette mise à niveau sera rendue possible grâce à trois câbles auxquels la société s'est interconnectée.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'objectif de Tunisie Telecom de connecter la Tunisie au monde numérique avec des débits très importants dans un contexte marqué par une demande sans cesse croissante en connectivité à haut débit. La société



multiplie donc les investissements pour renforcer son infrastructure de réseau en mettant l'accent sur la

connectivité pour tous, l'évolution vers la 5G et le développement de fibre optique. Elle a récemment finalisé sa

migration de l'IPv4 à l'IPv6. L'augmentation de la capacité de connexion devrait non seulement permettre à Tunisie Telecom d'améliorer la qualité et la couverture de l'Internet pour ses abonnés, mais également de soutenir les programmes de transformation numérique du gouvernement tunisien.

Selon les statistiques de l'Instance nationale de télécommunications (INT), la Tunisie comptait 11,1 millions d'abonnés à l'Internet mobile au deuxième trimestre 2023 pour un taux de pénétration de 93,5 %. En ce qui concerne l'Internet fixe, le pays comptait 1,7 million d'utilisateurs, soit 50,1 % de la population.

In Agence Ecofin

NIGERIA

Les banques et les fintech nigérianes lanceront en février un stablecoin indexé sur le naira

Les coûts des transactions financières sont très élevés sur le continent. Pour, entre autres, trouver une solution fiable à ce problème, certains se tournent vers la blockchain avec la bénédiction de la Banque centrale. La Banque centrale du Nigeria (CBN) a approuvé la semaine dernière le lancement le 27 février prochain d'un stablecoin — un cryptoactif promettant une valeur stable contre une monnaie officielle et qui représente un moyen alternatif de paiement — indexé sur le naira. Baptisé cNGN, le nouveau cryptoactif sera mis en place par l'Africa Stablecoin Consortium (ASC), un regroupement de banques et de fintech nigérianes, avec pour objectif de faire du naira une monnaie mondiale adaptée à l'ère du numérique. « Le cNGN inaugure une nouvelle ère de fluidité financière, jetant un pont entre le naira nigérian et le marché mondial par

le biais de la technologie blockchain. Soutenu à hauteur de 1:1 par les réserves de naira détenues dans les banques commerciales désignées, le Stablecoin cNGN transforme le Naira en un outil dynamique pour les envois de fonds, le commerce, les échanges et les investissements à l'échelle mondiale », a indiqué le communiqué de l'ASC. Ce stablecoin voit le jour quelques deux années après le lancement par la CBN de l'eNaira. C'est une monnaie numérique de banque centrale lancée en octobre 2021 qui a pour but, entre autres, d'augmenter l'inclusion financière et de faciliter les transactions financières, en l'occurrence les envois de fonds transfrontaliers, et à réduire leur coût. Depuis, de l'eau a coulé sous les ponts. Dans un rapport intitulé « Nigeria's eNaira, One year after » et publié en mai 2023 par le Fonds monétaire international, il a été prouvé que

l'adoption de l'eNaira a été en deçà des espérances de la CBN. Le cNGN vient ainsi combler, selon l'ASC, les lacunes de l'eNaira et contrairement à la monnaie numérique de banque centrale nigérianne, il n'aura pas de portefeuille dédié. Il sera accessible sur certaines blockchains publiques comme d'autres cryptoactifs. « Plus qu'une simple monnaie, le cNGN raccourcit les délais de règlement, permettant des paiements qui traversent le monde rapidement, à la vitesse d'un message texte et à une fraction du coût. [...] Cette avancée ouvre la voie à des transactions financières instantanées, connectant de manière transparente l'économie dynamique du Nigeria aux marchés internationaux et offrant une efficacité sans précédent dans les interactions financières nationales et mondiales », peut-on lire dans le communiqué.

In We Are Tech Africa

SÉNÉGAL

La valeur des importations de riz a augmenté de 32 %, à près de 578 millions \$ en 2022

Au Sénégal, le riz est la seconde catégorie de biens importés en volume après les produits pétroliers finis. Le pays peine encore à satisfaire la moitié de sa consommation malgré le potentiel important de croissance de la filière.

Au Sénégal, les achats de riz ont atteint un montant record en 2022. Dans sa dernière note d'analyse du commerce extérieur, l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) indique que le pays de la Teranga a importé pour près de 347 milliards Fcfa de la céréale (578 millions \$). Cette enveloppe est en hausse de 32,1 % d'une année sur l'autre et marque la

3ème augmentation consécutive depuis 2020. Selon l'organisme public, cette forte progression est à mettre en lien avec la croissance du volume qui a cumulé à 1,48 million de tonnes, soit 24,6 % de plus qu'un an plus tôt.

S'il est vrai que cette dynamique des achats extérieurs traduit la vigueur de la consommation de la céréale sur fond de déficit de la production, plusieurs observateurs soulignent cependant que la forte demande à l'importation pourrait être aussi la conséquence du coup de pouce fiscal accordé par le gouvernement en 2022. En effet, les autorités sénégalaises avaient annoncé début

2022, plusieurs mesures pour soutenir le pouvoir d'achat des consommateurs, dont la suppression de la TVA sur le riz importé et l'abaissement des droits de douane de 12,7 %, auparavant sur le riz importé brisé et non parfumé à 2,7 %. Ces différentes dispositions qui creusent un peu plus l'écart avec les règles du Tarif extérieur commun (TEC) de la CEDEAO (qui impose un droit de douane de 10 %, Ndlr) ont pu stimuler les importations destinées au marché local, mais aussi des réexportations du pays vers plusieurs de ses voisins comme la Mauritanie, la Guinée-Bissau et la Gambie. Plus globalement, en attendant le

nouveau rapport de l'ANSD pour l'année 2023, certains observateurs prédisent déjà un recul dans les achats de riz du Sénégal avec la hausse des cours de la denrée de base, liée aux restrictions appliquées par l'Inde, son premier fournisseur. En septembre 2022, date de début des limitations du pays asiatique et avril 2023, le Département américain de l'agriculture (USDA) estime ainsi que les arrivées de riz indien sur le sol sénégalais avaient chuté de 60 %. Pour rappel, le Sénégal a consommé, ces dernières années, plus de 2 millions de tonnes de riz en moyenne.

In Agence Ecofin

MÉDIAS

Comment sera couverte la CAN 2023

Les matchs de la sélection nationale seront diffusés sur la chaîne de télévision publique EPTV. Au total, cette dernière a arraché les droits de retransmission de dix-sept matchs qui seront diffusés en direct dont neuf matchs de poules.



La presse algérienne a mobilisé d'importants moyens, humains et matériels, pour assurer la meilleure couverture médiatique possible lors de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2023), prévue du 13 janvier au 11 février en Côte d'Ivoire, avec bien évidemment, un intérêt particulier pour le Groupe (D), où évoluera la sélection nationale, aux côtés de l'Angola, le Burkina Faso et la Mauritanie. Plusieurs envoyés spéciaux sont d'ailleurs déjà sur place, pour éclairer l'opinion publique sur l'état des lieux à quelques jours du coup d'envoi de la compétition. En effet, qu'ils fassent partie de la presse écrite, électronique, audiovisuelle, privée ou publique, les nombreux journalistes qui se trouvent actuellement à Bouaké sont déjà à l'œuvre, en rapportant le plus fidèlement possible la dernière phase préparatoire des "Verts" avant leur entrée en lice, prévue le 15 janvier courant (20h00) contre l'Angola. Considérées comme des mass médias, les chaînes de télévision publiques et privées ont pris toutes les dispositions nécessaires pour être à la hauteur de leur statut,

en offrant au peuple algérien la meilleure couverture médiatique possible de la CAN ivoirienne. Outre l'actualité et les infos du jour, ces organes de presse ont prévu plusieurs programmes parallèles, pour agrémente leur prestation, notamment, en réalisant différents reportages et documents magazines. Fidèle à la tradition, la chaîne de télévision publique (EPTV) s'est arrangée une fois encore pour acquérir les droits de transmission de la totalité des matchs de la sélection nationale pendant cette CAN. Mais pas que, puisque le total s'élève à 17 rencontres, qui seront diffusées en direct, dont neuf pendant la phase de poules. Soit six rencontres de plus que les trois qui concernent la sélection nationale dans le Groupe (D), respectivement contre l'Angola, le Burkina Faso et la Mauritanie. Pour ce faire, l'EPTV a mobilisé 17 envoyés spéciaux, dont six journalistes, accompagnés de trois équipes techniques. Le premier contin-

gent avait accompagné les Verts dès le début de leur stage de préparation à Lomé (Togo). Suivant la répartition du programme de retransmissions entre les différentes chaînes publiques nationales, la "Une", appelée également "La Chaîne Terrestre", se chargera de diffuser quelques matchs de cette CAN, dont certains concerneront la sélection nationale, au moment où ses envoyés spéciaux se chargeront de présenter un reportage quotidien, intitulé "Au Cœur de la CAN". Trois autres émissions-télévisées seront également au programme de cette importante couverture médiatique prévue par l'Algérie à l'occasion de cette CAN 2023 et qui seront diffusées à différents moments de la journée, selon le responsable de la sportive de l'EPTV Hassen Djaber. En effet, l'émission "CAN-Matin" sera diffusée, comme son nom l'indique, en début de journée. Elle sera suivie de l'émission "Le Studio de la CAN", qui sera retransmise pen-

dant l'après-midi, alors que la troisième et dernière émission, intitulée "La Soirée de la CAN" sera diffusée pendant la nuit. Les Chaînes privées ne seront pas en reste, puisqu'elles aussi ont pris toutes les dispositions nécessaires pour assurer une bonne couverture médiatique de cette CAN, à commencer par "Echourouk", où le Service Sport sera entièrement mobilisé pour l'évènement. Si la sélection nationale parvient à se qualifier au deuxième tour, nous enverrons aussitôt une équipe supplémentaire en Côte d'Ivoire, pour renforcer notre contingent" a indiqué l'APS le responsable du Service Sport de cette Chaîne Djamel Oumadour. En attendant cette éventualité, Echourouk compte diffuser une émission quotidienne d'environ deux heures, en présence de certains analystes et entraîneurs de football, pour décortiquer les différents évènements de la journée. "Il y aura également des interventions en direct, collectées à travers les

Rues de Bouaké", car les caméras d'Echourouk envisagent également de sillonner les grandes artères de la ville, pour recueillir différents témoignages, y compris auprès des fans de l'EN, a précisé le même responsable. La Chaîne "El Heddaf" sera elle aussi au rendez-vous, avec une deuxième équipe, qui viendra épauler la première, ayant accompagné la sélection nationale dès le début de son stage de préparation à Lomé. "Cette deuxième équipe sera composée de quatre éléments, dont deux journalistes", affirme le rédacteur en chef Redouane Bouhnikha, précisant qu'en cas de qualification au deuxième tour, "une équipe supplémentaire sera dépêchée sur place". Parmi ses programmes, El Heddaf compte présenter un Plateau-télé d'une durée de deux heures environ, qui sera diffusé chaque soir, avec des interventions de la part des envoyés spéciaux qui seront sur place. Outre la radio nationale et les Chaînes de télévision, publiques et privées, la presse écrite, dans ses versions arabophone et francophone, sera également présente en force en Côte d'Ivoire à l'occasion de cette CAN. L'Agence Presse Service (APS), comme de coutume, est présente avec ses envoyés spéciaux qui veilleront durant le tournoi, à alimenter ses abonnés avec un maximum d'information (articles et photos) sur l'équipe nationale et sur l'évènement en lui, qui aura un cachet particulier pour les protégés du sélectionneur national.

LIGUE 1 MOBILIS :

Large victoire en déplacement du CS Constantine devant le MC Oran

Le CS Constantine s'est imposé largement en déplacement contre le MC Oran sur le score de 4 à 1 (mi-temps: 1-0), en match d'ouverture de la 13e journée du Championnat de Ligue 1 Mobilis de football, disputé jeudi au stade Ahmed Zabana d'Oran. Le CS Constantine, réduit à 10 après l'expulsion du gardien de but Bouhalfaya (25e), a ouvert le score en début de match par Dib sur penalty à la 17e minute, avant d'aggraver la marque en deuxième mi-temps grâce à un triplé Temine (66e, 86e, 88e). Le MC Oran a réduit le score par Ibouzidene (77e). A la faveur de ce succès, le CS Constantine (20 pts) rejoint provisoirement l'ES Sétif à la deuxième place du classement, alors que le MC Oran (6 points) reste scotché au 15e rang. Le Paradou AC, lui, a été tenu en échec par le NC Magra (0-0), en match disputé vendredi après-midi au stade de Dar, El Beida (Alger), pour le compte de la 13e journée de Ligue 1 Mobilis, entamée jeudi, et qui doit s'achever dimanche. Ce n'était faute d'avoir essayé, car les deux équipes ont pratiqué un jeu ouvert, en se procurant quelques belles occasions au passage, mais sans parvenir à les concrétiser. Malgré ce semi-échec à domicile, le PAC gagne une place au classement général, en rejoignant l'ES Sétif et le CS Constantine sur la deuxième marche du podium avec 20 points, et idem pour le NCM, qui grâce au point récolté à Dar El Beida rejoint l'US Biskra à la 8e place, avec seize points pour chaque club, sauf que

les Zibanscomptent deux matchs en retard. Le bal de cette 13e journée s'était ouvert jeudi, avec le déroulement des deux premiers matchs inscrits à son programme, à savoir : MC Oran - CS Constantine et USM Alger - JS Saoura. De chauds duels, ayant tenu toutes leurs promesses, avec du beau jeu, huit buts marqués sur l'ensemble des deux matchs, et beaucoup de rebondissements, aussi bien à Oran qu'à Alger. Un peu plus tard dans la soirée, l'USM Alger avait commencé par être menée à domicile contre la JSS, avant de réussir une

incroyable "Remontada", qui lui a permis de s'imposer finalement (2-1). Le but Bécharois a été l'œuvre de Bellatrèche à la 27e minute de jeu, et c'est Belkacemi qui a sauvé la mise pour les Rouge et Noir, en s'offrant un joli doublé aux 89e et 90e+5. Malgré cette belle victoire, les Rouge et Noir restent 13e au classement général, avec 14 points mais comptent trois matchs en retard, alors que la JSS, ancien Dauphin, recule à la 6e place du classement général, après avoir essuyé cette deuxième défaite de rang. APS Les péripéties de cette 13e journée

se poursuivront samedi, avec le déroulement des matchs USM Khenchela - US Souf (15h00), US Biskra - MC El Bayadh (16h00), JS Kabylie - ASO Chlef (16h45) et ES Sétif - ES Ben Aknoun (18h00). Les débats se clôtureront dimanche soir, par un grand derby algérois, entre CR Belouizdad et le MC Alger. Un chaud duel initialement domicilié au stade Nelson Mandela de Baraki, avant d'être délocalisé au Stade du 5-Juillet, alors qu'à un moment donné, le club hôte avait envisagé de recevoir le Doyen au stade Chahid-Hamlaoui de Constantine.

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

SIGNATURE D'UN ACCORD DE PARTENARIAT AVEC LE PNUD

Un accord de partenariat a été signé, jeudi à Alger, entre le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en Algérie, avec pour objet le renforcement des capacités techniques et méthodologiques des jeunes Algériens. A cette occasion, le chef de cabinet du ministère de la Jeunesse et des Sports, Abderraouf Khalef a évoqué les acquis réalisés au profit de la catégorie des jeunes et qui placent l'Algérie, a-t-il dit, en tête des Etats ayant "obtenu des résultats positifs en termes de réalisation des objectifs de développement durable (ODD)". Après avoir rappelé que "les efforts de l'Etat se manifestent

à travers les différentes politiques et mesures prises visant à accorder un intérêt particulier aux questions des jeunes et à leurs préoccupations et à consolider l'esprit d'initiative chez cette catégorie", M. Khalef a indiqué que cet accord "qui s'inscrit dans ce cadre, permettra d'appuyer les capacités techniques et méthodologiques des jeunes, au sein de la vision du secteur". L'accord tend également, selon le même responsable, à "promouvoir l'écosystème des jeunes et à lui fournir les moyens indispensables qui leur permettent de prendre part au développement de leur environnement et de leurs associations, augmenter l'employabilité et soutenir

les mécanismes de solidarité et de volontariat". De son côté, la représentante résidente du PNUD en Algérie, Blerta Aliko a salué "les efforts de l'Etat algérien visant à promouvoir et à accompagner la catégorie des jeunes, notamment en matière de formation, d'emploi et d'encouragement de l'esprit entrepreneurial". Après avoir indiqué qu'"une enveloppe financière de 950.000 USD a été allouée pour la concrétisation des clauses de cet accord", la responsable onusienne a assuré que le bureau du PNUD œuvrera à "accompagner les efforts de l'Etat algérien en vue d'autonomiser la catégorie des jeunes et d'appuyer leurs capacités créatives".

FÊTE DE YENNAYER

"Village of Crafts", une exposition d'arts traditionnels et artisanaux

Une exposition d'arts traditionnels et artisanaux, intitulée, "Village of Crafts", a été ouverte, vendredi à Alger, rassemblant quelque 70 exposants de différentes régions d'Algérie, avec la Palestine en invitée d'honneur, dont les représentants ont tenu à prendre part à cette exhibition pour célébrer avec leurs frères algériens la fête de Yennayer.

Prévue les 12 et 13 janvier à la Villa Dar Abdelatif, cette exposition ouverte à la vente également, est organisée par l'Agence algérienne pour le Rayonnement culturel (Aarc) en collaboration avec le Centre d'Art El Yasmine, à l'occasion des célébrations de Yennayer, premier jour marquant le nouvel an agraire amazigh. A l'entrée même de l'exposition, les visiteurs sont accueillis par le sourire radieux des Palestiniens, Samira Hadjir et ses deux enfants Aya et Hamza, représentant leur pays, la Palestine, à ce jour encore meurtrie, à Ghaza notamment, par la barbarie criminelle de l'armée terroriste sioniste et qui ont tenu, malgré tout, à prendre part à cet événement pour "célébrer notre fête, +Yennayer+, avec nos frères algériens", ont-ils déclaré. Annoncé par une grande étoffe de l'emblème palestinien, le stand de Samira Hadjir et ses enfants présente des accessoires et des objets du patrimoine historique et culturel de leur pays, dont la carte



géographique en petits et grands formats est également exposée à la vente, ainsi que des maquettes de la Mosquée Al Aqsa, des bijoux et des fantaisies traditionnelles, entre autre. Plusieurs exposants de différentes régions ont célébré "Yennayer", mettant en valeur la diversité et la richesse patrimoniale et culturelle de l'Algérie, à travers nombre de rayons

dédiés notamment aux bijoux, tenues, gâteaux et plats traditionnels amazighs, ainsi qu'à des objets de, maroquinerie, lainerie, vannerie, broderies sur différents supports, tissage au crochet, haute couture traditionnelles, art culinaire, savons et bougies, fabrication de produits cosmétiques naturels, récupération d'objets, calligraphie arabe, impression numé-

rique sur accessoires de décoration, customisation (peinture sur terre cuite), sérigraphie sur toile et décoration de chambre d'enfants, entre autre. D'autres stands ont donné de la visibilité aux travaux d'artistes peintres-plasticiens appartenant à différents courants, entre abstrait, figuratif ou expressionniste, beausaristes ou autodidactes, présentant des

œuvres d'art peintes sur toile ou autres aquarelles dans les techniques mixtes, acrylique ou à l'huile. "Toutes ces belles initiatives réalisées avec la passion du métier par tous ces jeunes poètes des couleurs et des formes, promis à de belles carrières, doivent être encouragées, en mettant à leur dispositions des locaux et plus de moyens", a estimé un groupe de visiteurs.

"Alioua-art", un étalage réservé à des personnes aux besoins spécifiques, a fait montre de peintures sur différents supports "Mandala", résine artistique et restauration de meubles, aux couleurs vives et variées, servant des programmes d'enseignement basés sur l'Art-Thérapie.

Les exposants à l'événement, "Village of Crafts" ont représenté la Palestine et des villes d'Algérie, notamment, Alger, Boumerdes, Oran, Bejaia, Tlemcen, Tizi-Ouzou, Blida, Laghouat, Djelfa, Ghardaia, Timimoun et Tougourt.

I.Med

LE PRIX DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LA LITTÉRATURE ET DE LA LANGUE AMAZIGHES PROMeut LA CRÉATIVITÉ EN TAMAZIGHT

La chercheuse Aicha Hadrani et Fadia Tidjet distinguées

Des lauréats de la 4^e édition du Prix du président de la République de la littérature et de la langue amazighes, décerné jeudi à Alger, lors d'une cérémonie présidée par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, qui représentait le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ont souligné "l'importance de ce prix dans la promotion de la créativité en tamazight". Dans ce cadre, le lauréat du premier prix dans la catégorie "Littérature d'expression amazighe et traduite en tamazight", l'enseignant de langue amazighe Alaeddine Tafssast (Batna) a déclaré à l'APS que ce prix était "une excellente initiative du président de la République pour encourager la créativité dans cette langue qui porte l'identité nationale et le legs culturel national", précisant que son roman primé abordait "la question de l'attachement aux valeurs et aux principes face aux vicissitudes de la vie".

La chercheuse Aicha Hadrani (Batna), lauréate du deuxième prix dans la catégorie "Linguistique" pour son "Petit dictionnaire Tachawit-Tachawit (langue locale de Tkukt)", a fait part de sa joie d'avoir remporté ce prix, qui encourage, a-t-elle dit, à "poursuivre la recherche sur le patrimoine culturel immatériel, la littérature amazighe et d'autres spécialités techniques et scientifiques". De son côté, Fadia Tidjet

(Béjaïa), lauréate du premier prix dans la catégorie "Recherches sur le patrimoine culturel immatériel amazigh" pour son travail sur "les traditions et les coutumes relatives à l'apiculture et à la fabrication du miel en Kabylie", s'est dite fière de cette distinction, adressant ses remerciements et sa gratitude aux organisateurs de l'événement. La lauréate du deuxième prix dans la même catégorie pour son étude sur "les jeux populaires dans les Aurès", la journaliste Hamida Chouchane (Batna), a

estimé que cette distinction "la motive à mener d'autres recherches dans différents domaines liés aux traditions afin de contribuer à la préservation des composantes de cette mémoire populaire pour sa transmission aux générations futures". Pour sa part, l'enseignant de langue amazighe Tarek Iftène (Tizi Ouzou), lauréat du troisième prix dans la catégorie "Recherches scientifiques et technologiques et numérique" pour le développement d'une application de

livres audio numériques en tamazight, a salué cette distinction qui est, a-t-il dit, "de nature à encourager les chercheurs dans les différents domaines liés à la langue et à la culture amazighes", ajoutant que ce prix "l'incite à développer de nouvelles applications de livres numériques pour mettre en valeur la littérature, la créativité et la recherche en langue amazighe".

I.Med

SIDI BEL-ABBÈS

Valoriser l'art de la "halqa" populaire et le transmettre aux générations futures

Les participants aux Journées nationales de la "halqa" populaire sur le thème "Mémoire populaire et identité algérienne", organisées au Théâtre régional de Sidi Bel-Abbès, ont appelé à la nécessité de valoriser le patrimoine de l'art de la "halqa" populaire et d'œuvrer à sa préservation et le transmettre aux générations futures.

Les intervenants lors de cette manifestation, notamment des artistes éminents de l'art de la "halqa" et des universitaires, ont souligné l'importance de ce patrimoine artistique, qui représente l'une des formes du théâtre populaire, en définissant clairement ce type de patrimoine artistique populaire, en plus de travailler à réaliser la communication et l'interaction entre les praticiens de ce type d'art et ses destina-

taires. Dans ce contexte, le professeur Bencehida Mansour de l'Université de Mostaganem, dans une intervention intitulée "La halqa populaire dans les traditions algériennes", a souligné l'importance de réunir le plus grand nombre possible de praticiens de l'art de la "halqa" populaire et d'étudier leurs performances en termes de discours et de sagesses et comment ils ont influencé de nombreuses parties, y compris le Halayqi et les récipiendaires, soulignant "l'importance de transférer la halqa populaire de son environnement d'origine vers la scène". Les participants à cette manifestation ont également appelé à la nécessité de préserver le patrimoine et d'œuvrer à son archivage pour la mémoire collective, tout en promouvant ce type d'art et en travaillant au croisement des

idées et des générations dans sa dimension patrimoniale, en mettant l'accent sur l'enrichissement du lexique linguistique et la mise du patrimoine oral populaire, à la lumière de la "halqa" populaire, comme support artistique et créatif.

Pour rappel, cette manifestation artistique, organisée à l'initiative du Théâtre Régional de Sidi Bel Abbes, sous l'égide du Ministère de la Culture et des Arts, sera clôturée, dans la soirée, avec la présentation de la "halqa" de Cheikh Mohamed Benaoura de Tiaret, ainsi que par une représentation de la "halqa" de l'artiste Abbe Sedjrari de Sidi Bel Abbes et un spectacle artistique et patrimonial présenté par l'artiste Nibal Abdelkader de Sidi Bel-Abbès.

Agence presse

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DES FINANCES
DIRECTION DES IMPOTS DE LA WILAYA DE GUELMA
NIF:097524019048224
AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL N°03/2023

La Direction des Impôts de la wilaya de Guelma lance un avis d'appel d'offre national avec exigence de capacités minimales pour **ETUDE, SUIVI, REHABILITATION ET D'AMENAGEMENT DES SIEGES DE L'ADMINISTRATION FISCALE** en trois lots séparés :

Lot n°01 : ENTRETIEN ET REPARATION DE SYSTEME DE CLIMATISATION CENTRAL DE CENTRE DES IMPOTS GUELMA
Lot n°02 : PEINTURE EXTERIEURE HOTEL DES FINANCES - GUELMA
Lot n°03 : ENTRETIEN ET REPARATION DU GROUPE ELECTROGENE CDI GUELMA - CPI BOUCHEGGOUF CPI HELIOPOLIS

Peuvent participer à l'appel d'offres faisant l'objet du présent cahier des charges :

Lot n°01 : les entreprises publiques et privées ayant un certificat de qualification de catégories 3 & plus en travaux de bâtiments comme activité principale contient le code de la climatisation centrale. Et ceux qui ont réalisé un projet similaire au cours des cinq dernières années.

Lot n°02 : les entreprises publiques et privées ayant un certificat de qualification de catégories 2 & plus en travaux de bâtiments Et ceux qui ont réalisé un projet similaire au cours des cinq dernières années.

Lot n°03 : les entreprises publiques et privées ayant un registre de commerce en rapport avec les besoins de cahier des charges. Et ceux qui ont réalisé des projets similaires au cours des cinq dernières années.

1 - Dossier de candidature :
 Le dossier de candidature doit comporter ce qui suit :

- Une déclaration de candidature remplie, datée et revêtue du cachet et de la signature du soumissionnaire, selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges ;
- Une déclaration de probité remplie, datée et revêtue du cachet et de la signature du soumissionnaire, selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges ;
- Une copie du statut du soumissionnaire dans le cas où celui-ci est une personne physique ;
- Les copies des bilans comptables des trois (03) dernières années (2020, 2021 et 2022), certifiées par un commissaire aux comptes, et un certificat série C n° 30 ;
- Capacités techniques : moyens humains et matériels affectés pour la réalisation du projet
- Les références professionnelles du soumissionnaire appuyées par des attestations de bonne exécution ;
- Une délégation du pouvoir de signature dans le cas où le signataire de l'offre n'est pas le soumissionnaire lui-même ;
- Registre de commerce en rapport avec les besoins du présent cahier des charges ;
- Référence bancaire pour année en cours (attestation délivrée par la banque) ;

Offre technique :
 L'offre technique doit comporter ce qui suit :

- Une déclaration à souscrire selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges, remplie, datée et signée par le soumissionnaire ;
- Le présent cahier des charges, revêtu en sa dernière page, du cachet et de la signature du soumissionnaire, précédés de la mention manuscrite « Lu et accepté », avec toutes les pages paraphées par ses soins ;
- Mémoire technique justificative remplie, datée et revêtue du cachet et de la signature du soumissionnaire ;
- un engagement qui précise les délais de livraison ;
- un engagement qui précise les délais de garantie et les services après-vente pour lot n 01

2 Offre financière :
 L'offre financière doit comporter ce qui suit :

- Une lettre de soumission remplie, datée et revêtue du cachet et de la signature du soumissionnaire, établie selon le modèle figurant en annexe du présent cahier des charges
- Le bordereau des prix unitaires hors taxes, daté et revêtu du cachet et de la signature du soumissionnaire, établi selon le modèle figurant en annexe du présent cahier des charges ;
- Le devis quantitatif et estimatif hors taxes et en toutes taxes comprises, daté et revêtu du cachet et de la signature du soumissionnaire, établi selon le modèle figurant en annexe du présent cahier des charges.

Les soumissionnaires soumettront leurs offres sous une enveloppe principale anonyme, scellée ne comportant aucune inscription extérieure autre que le numéro, l'objet de l'appel d'offre, le nom et l'adresse du service contractant et la mention « A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

« A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLS ET D'EVALUATION DES OFFRES »

Dénomination de l'entreprise :
 Appel d'offre national n°...../2023
 Etude, suivi, réhabilitation et d'aménagement des sièges de l'administration fiscale
 Lot n°.....

Cette enveloppe principale abritera trois autres enveloppes scellées :

1. La première contenant tous les documents du dossier de candidature portant la mention « **DOSSIER DE CANDIDATURE** ».
2. La deuxième contenant tous les documents de l'offre technique portant la mention « **OFFRE TECHNIQUE** ».
3. La troisième contenant tous les documents de l'offre financière portant la mention « **OFFRE FINANCIERE** ».

Délai de préparation des offres :

- La durée de préparation des offres est de 15 jours à compter de la date de la première publication dans la presse ou le BOMOP.
- Les offres doivent parvenir à la direction des impôts le dernier jour de la durée de préparation des offres. L'heure limite de dépôt des offres est fixée à 09h.30h .
- L'ouverture des plis techniques et financiers aura lieu, en séance plénière, au siège de la direction des impôts, le dernier jour de la durée de préparation des offres à 10 h00 , si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.
- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant la durée de préparation des offres augmentée de trois (03) mois à compter de lendemain de la date de dépôt des offres.
- Cet avis de consultation est considéré comme invitation aux soumissionnaires pour assister à la séance d'ouverture des plis.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
Wilaya d'Alger
 Circonscription Administrative de Bir Mourad Rah
 Commune de Djasr Kasantina
AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE
 En application de la Loi n° 23-12 du 5 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics

Conformément aux Dispositions de l'Article N°65 du décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015, portant réglementations des Marchés publics et des délégations de service public.

Le président
de l'Assemblée Populaire Communale
De Djasr Kasantina
 (Le service contractant)
 Dont le N° du NIF : 098416269000132

Informe les entreprises intéressées par l'objet de l'Avis d'Appel d'offre ouvert avec Exigence de capacités Minimales N°08/2023 apparu sur les quotidiens nationaux «L'express» en date du 27/11/2023 et «الخبر» en date du 27/11/2023 et le «BOMOP» que l'attribution provisoire des lots aux entreprises est annoncée conformément au tableau suivant :

INTITULE	ENTREPRISE	Montant Corrigé En toute taxe comprises	Note technique (%)	Délai de réalisation	Observation
OBJET : Réalisation d'une extension à l'école primaire Lamri RMATHNA (06 salles de classe) Djasr Kasantina	SARL BATHOMAZ E.T.P.R T-C-E	39 315 725 ,75 D.A.	50,00 70	Quatre mois et vingt cinq jours	Après production technique Offre moins disons - offre révisée-
	N° NIF 001619009212160				

Les autres soumissionnaires intéressés de prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières, sont invités, de se rapprocher des services de la commune de Djasr Kasantina, au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de ce présent avis.

En application à l'article 56 de la Loi n° 23-12 du 5 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et Conformément aux dispositions de l'Article N°82, du décret présidentiel N°15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, Tout Soumissionnaire contestant le Choix opéré par le service contractant, peut introduire un recours dans un délai de Dix (10) jours qui suivent la première parution de cet Avis dans les quotidiens nationaux ou dans le BOMOP, auprès de la commission des Marchés Publics de la Commune de Djasr Kasantina, Si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant.

L'EXPRESS DU 14/01/2024

ANEP : N° 2416001278

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE LA SANTE
DIRECTION DE LA SANTE ET DE LA POPULATION DE MEDEA
ETABLISSEMENT PUBLIC HOSPITALIER DE TABLAT
NIF : 40801600002695790102
N° : 02/2024
AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT Avec Exigence De Capacités Minimales N°02/2024.

Le Directeur de l'établissement public hospitalier de tablat wilaya de Média, lance un avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales pour l'acquisition Des médicaments ,produits pharmaceutiques et autres produits destinés à la médecine humaine et dispositifs médicaux :

- Lot N°01 : Médicament et produit d'hémodialyse / - Lot N° 2 : Réactifs et produits de laboratoires
- Lot N° 3 : Film et produits d'imagerie médical et d'exploitation / - Lot N° 4 : Pansements
- Lot N° 5 : Gaz médicaux et autres / - Lot N° 6 : Instrumentation / - Lot N° 7 : Cosmétiques et non tissé

Les entreprises souhaitant participer qui remplissent les conditions d'éligibilité initiale(Registre commerce agrément du ministère de la sante ou du ministère de l'industrie et de la production pharmaceutique, certificats de bonne exécution « au moins un » pour tout les lot) ,et chiffre d'affaires moyen selon les bilans financiers(2020-2021-2022), ou pour les nouveaux registre commerce (2022) plus ou égale 2 000 000,00 DA pour les lots 02 - 03 - 04 - 06 - 07) Et plus ou égale 10 000 000,00 DA pour les lots (01 - 05) certifier par la direction des impôts

Sont invités à retirer les cahiers des charges auprès de la Direction des Finances et des Moyens de l'Etablissement Public Hospitalier de Tablat (Bureau Des Marchés Publics)

Dossier de candidature :

1. Déclaration de candidature signé, daté et caché auprès le soumissionnaire.
2. Déclaration de probité selon modèle ci-joint signé, daté et caché.
3. Copie du statut de création légalisée par notaire.
4. Les documents relatifs pour la délégation de pouvoir.
5. La copie du registre de commerce porte l'activité à faire légalisée par service (CNRC).
6. Engagement de livraison signé, daté et caché.
7. l'attestation de mise à jour CNAS / CASNOS en cours de validité.
8. Agrément du ministère de la sante ou du ministère de l'industrie pharmaceutique pour tout les lots
9. Les bilans financiers des années : 2020, 2021, 2022 légalisée par service des impôts ou pour les nouveaux registre commerce (2022)
10. La copie de l'attestation de dépôt des comptes sociaux d'année 2022 légalisée par les services (CNRC).
11. Liste des moyens matériels justifiés par documents justificatifs (la carte gris et attestation d'assurance pour l'équipement mobile .
12. Attestation de bonne exécution signée par le maître d'ouvrage.

L'offre technique :

1. Le présent cahier de la charge daté, caché et signé auprès le soumissionnaire et portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».
2. La fiche technique justificative selon le modèle ci-joint signé, daté et caché.
3. Déclaration à souscrire selon modèle ci-joint signé, daté et caché.

L'offre financière :

1. La lettre de soumission selon modèle ci-joint daté, caché et signé.
2. Le devis quantitatif et estimatif daté, caché et signé avec toute taxe.
3. Le bordereau des prix unitaires remplie en lettres et chiffres daté, caché et signé.

Présentation des soumissions
 Les soumissions doivent être déposés au niveau du bureau des marchés publics de l'établissement public hospitalier de tablat dans une enveloppe principale ne comportant que les indications suivantes :

**** Avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales N° 02/2024 LOT N°..... A NE PAS OUVRIR ****

L'enveloppe principale comporte trois enveloppes fermées, la 1ere contient Dossier de candidature, la 2 eme contient l'offre technique et la 3 eme contient l'offre financiers.

Le dernier délai pour la réception des soumissions est fixé au (15) Quinze jours à 12 :00h, à compter de la date de la publication du présent avis dans les journaux nationale et BOMOP, les soumissionnaires peuvent assister à la séance de l'ouverture des plis qui se déroulera le dernier jour de la réception des soumissions à 12 :00h.

L'EXPRESS DU 14/01/2024

ANEP : N° 2416001144

L'EXPRESS DU 14/01/2024

ANEP : N° 2423000134

MICROSOFT

Une touche «Intelligence Artificielle» sur les nouveaux claviers

Les claviers d'ordinateur font de la place pour un bouton de chatbot d'intelligence artificielle, alors que Microsoft dévoile sa première refonte majeure de clavier en trois décennies.

À partir de ce mois-ci, certains nouveaux ordinateurs personnels fonctionnant avec le système d'exploitation Windows de Microsoft seront dotés d'une "touche Copilot" spéciale qui lancera le chatbot d'intelligence artificielle du géant du logiciel. Le fait d'inciter des fabricants d'ordinateurs tiers à ajouter une touche d'IA aux ordinateurs portables est la dernière mesure prise par Microsoft pour tirer parti de son partenariat étroit avec OpenAI, le fabricant de ChatGPT, et se positionner comme une passerelle pour les applications de la technologie d'IA générative. Bien que la plupart des gens se connectent désormais à l'internet - et à de nombreuses applications d'IA - par téléphone plutôt que par ordinateur, il s'agit d'un coup d'envoi symbolique de ce qui



devrait être une année compétitive, les entreprises technologiques s'efforçant de se surpasser les unes les autres en matière d'applications d'IA, même si elles n'ont pas encore résolu toutes les ramifications éthiques et juridiques.

Le mois dernier, le New York Times a intenté un procès à OpenAI et à Microsoft, alléguant que des outils tels que ChatGPT et Copilot - anciennement connu

sous le nom de Bing Chat - portaient atteinte à des articles de presse protégés par des droits d'auteur. La refonte du clavier sera la plus importante modification apportée par Microsoft aux claviers de PC depuis l'introduction d'une touche spéciale Windows dans les années 1990. Le logo à quatre carrés de Microsoft a évolué, mais la touche fait partie intégrante des claviers Windows depuis une

trentaine d'années. Le nouveau bouton AI sera marqué par le logo Copilot en forme de ruban et sera situé près de la barre d'espacement. Sur certains ordinateurs, il remplacera la touche droite "CTRL", tandis que sur d'autres, il remplacera une touche de menu.

Microsoft n'est pas la seule entreprise à proposer des touches personnalisées. Apple a été le premier à proposer ce

concept dans les années 1980, avec sa touche "Commande" marquée par un carré en boucle (elle a également arboré le logo Apple pendant un certain temps). Google dispose d'un bouton de recherche sur ses Chromebooks et a été le premier à expérimenter une touche spécifique à l'IA pour lancer son assistant vocal sur son Pixelbook, aujourd'hui abandonné. Mais Microsoft a une emprise beaucoup plus forte sur le marché plus large des PC grâce à ses accords de licence avec des fabricants tiers comme Lenovo, Dell et HP. Environ 82% de tous les ordinateurs de bureau, portables et stations de travail fonctionnent sous Windows, contre 9% pour le système d'exploitation maison d'Apple et un peu plus de 6% pour celui de Google, selon le cabinet d'études de marché IDC. Microsoft n'a pas encore indiqué quels fabricants d'ordinateurs installeront le bouton Copilot en dehors de sa propre gamme d'appareils haut de gamme Surface. La société a indiqué que certains de ces fabricants devraient dévoiler leurs nouveaux modèles à l'occasion du salon CES de Las Vegas, la semaine prochaine.

In Africanews

ÉGYPTE

PREMIERS CAS DE LA NOUVELLE VARIANTE COVID-19 JN.1 SIGNALÉS

L'Égypte a signalé les deux premiers cas de la nouvelle sous-variante Omicron du coronavirus, JN.1, selon un communiqué du ministère de la Santé et de la Population en date du 28 décembre 2023. Les cas étaient en bonne santé, présentant seulement des symptômes légers affectant les voies respiratoires supérieures, ne nécessitant pas d'hospitalisation. Le ministère a indiqué qu'il n'y avait pas de nouvelles directives de l'OMS concernant les précautions pour les infections respiratoires, y compris le coronavirus, la grippe et d'autres rhinovirus. Il a toutefois recommandé la désinfection continue des mains et des surfaces, ainsi que le port de masques dans les lieux publics pour les personnes infectées. Bien que l'Égypte connaisse actuellement une augmentation des infections respiratoires, l'OMS a récemment classé la souche JN.1 comme une "variante d'intérêt" avec un faible risque pour la santé publique. Les symptômes de la JN.1 comprennent la toux, la fièvre, les courbatures, la congestion, la perte de l'odorat et du goût, le mal de gorge et la fatigue. Rappelons que les taux d'infection au Covid-19 en Égypte ont considérablement diminué depuis 2023, avec aucun décès signalé depuis le 16 mars de la même année, après une période difficile en 2020-2021.

In Agence Ecofin

SANTÉ

L'exercice physique augmente la taille du cerveau

Pratiquer une activité physique modérée de façon régulière suffirait à préserver sa santé cérébrale. Les chercheurs montrent que des volumes cérébraux plus importants sont associés à l'exercice physique, ce qui pourrait aider à retarder le déclin cognitif lié à l'âge.

Selon une nouvelle étude américaine, une activité physique même modérée est associée à une augmentation des volumes cérébraux, ce qui indique de potentiels effets neuroprotecteurs. Les régions du cerveau concernées - la matière grise, la matière blanche, l'hippocampe, et les lobe frontal, pariétal et occipital - sont responsables de la mémoire, de l'apprentissage ou encore des capacités de décision. Même si un « gros » cerveau ne garantit pas forcément une fon-

ctionnalité cognitive accrue, il est souvent considéré comme un bon indicateur de l'évolution des capacités cognitives.

L'étude publiée dans le Journal of Alzheimer's Disease a inclus 10 125 participants en bonne santé (53 ans en moyenne, une moitié de femmes). Les trois quarts d'entre eux ont déclaré pratiquer une activité physique modérée ou vigoureuse environ quatre jours par semaine, définie par des activités augmentant la respiration et le pouls pendant au moins 10 minutes continues comme la marche et la course à pied. La recherche a examiné leurs scanners cérébraux (par IRM) et a mis en évidence que les personnes sportives avaient des volumes cérébraux plus importants que les autres. Si les « 10 000 pas par jour » sont populaires,

4 000 pas au quotidien seraient suffisants pour présenter un effet positif sur la santé du cerveau d'après les chercheurs.

Avec l'âge, cet effet bénéfique est de plus en plus important car la possibilité de développer une maladie neurodégénérative (comme la maladie d'Alzheimer) s'accroît. Les chercheurs estiment que des volumes cérébraux plus importants peuvent aider à retarder le déclin cognitif qui accompagne ces maladies. « Non seulement l'exercice physique réduit le risque de démence, mais il contribue également à maintenir la taille du cerveau, ce qui est crucial à mesure que nous vieillissons », conclut le radiologue Cyrus Raji, de l'université Washington à Saint-Louis.

In Futura Sciences

RÉSEAUX SOCIAUX

Instagram met en place de nouvelles protections pour ses utilisateurs adolescents

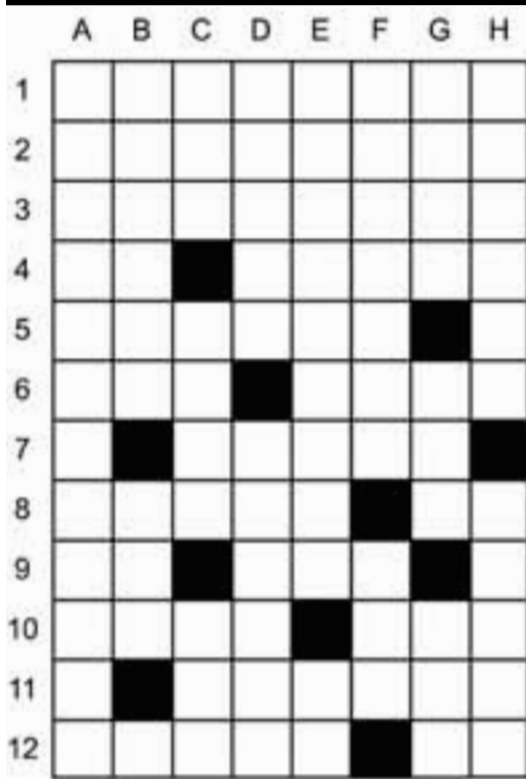


s'agit d'une histoire importante qui peut aider à déstigmatiser ces problèmes, mais il s'agit d'un sujet complexe qui ne convient pas nécessairement à tous les jeunes. Maintenant, nous allons commencer à supprimer ce type de contenu des expériences des ado-

lescents sur Instagram et Facebook, ainsi que d'autres types de contenu inapproprié pour l'âge. » Ensuite, Meta a décidé de configurer par défaut tous ses utilisateurs adolescents sur les paramètres de contenu les plus restrictifs, tant sur Facebook qu'Instagram. Alors que les nouveaux inscrits adolescents sont automatiquement soumis à ces paramètres stricts dès leur inscription, Meta étend désormais cette mesure à tous les adolescents actuellement actifs sur ses plateformes. Pour conclure, Instagram introduit des notifications pour tous ses utilisateurs adolescents, les incitant à actualiser leurs paramètres afin de bénéficier d'une expérience plus privée et sécurisée. On a par exemple les options pour choisir qui peut nous mentionner, réutiliser nos contenus ou encore qui peut nous envoyer des messages privés.

In Agence Ecofin

Mots Croisés



VERTICALEMENT

- A. Elle est légère à pousser.
- B. Leurs cordes se pincant. Pièce suédoise.
- C. Il faut être patient pour la passer. Sa tête est mise à prix. Pièce de tissu pour filer.
- D. Elle donne le trac. Charger en remplissant.
- E. Pas frileux du tout. Il dirige la mine.
- F. Cinquième au cinéma. C'est une référence, au golf.
- G. La bride sur le cou. Liquide précieux. Vallée inondée.
- H. Vieilles coopératives russes. Sorte de blaireau, friand de miel.

HORIZONTELEMENT

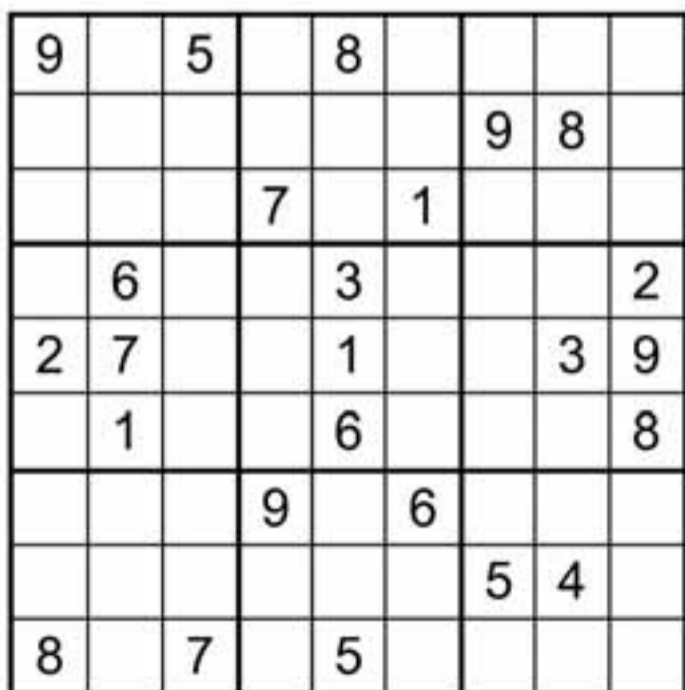
- 1. Panier d'osier de pelote basque.
- 2. Mettre la pression.
- 3. Moyen de défense.
- 4. Le neptunium. Vallée pour un lion.
- 5. Qui ne ferme que rarement les yeux.
- 6. Fait fi du danger. Bêtes à manger du foin.
- 7. Resté dans sa chambre (s').
- 8. Faire une faveur. Berceau pour Abraham.
- 9. L'erbium du chimiste. Il tient le soc.
- 10. Il protège l'oursin. Il fut nouveau, il y a un siècle.
- 11. Travaillée à la main.
- 12. Mener à la chambre. Article étranger.

LES MOTS FLÉCHÉS

PAS COURANTS	APPORTE DU RENFORT	COIPE	ANCIEN SOUVERAIN	PERSONNE EN SURPOIDS	D'ASPECT RUGUEUX
BÉNÉDICTIONS	PLURIEL DE PENNY	BEL ESSOR	DIEU DES GAULOIS	JAZZ DE CHARLIE PARKER	EXCESSIVE
				PROJECTION	
CINÉASTE					
IL PEINT SUR LES MANUSCRITS					
BAGARRES CONJUGALES				TRANSPORT DE BANLIEUSARDS	ON LA REMUE DANS SA TASSE
PROCHE DU SUD					
					ACTINIUM AU LABO
					ASSEMBLÉE COSMOPOLITE
GRANDE VALLÉE ÉTHIOPIENNE	LES MURS EN ONT, DIT-ON				
					DÉBUT D'ÉPI-TAPHE
					BRIN
ERBIUM SYMBOLISÉ					
NYHÉSITE PLUS					
		EN DÉVOILERA BEAUCOUP	LE POINT FABLE DE LA CUIRASSE	TORTUES MARINES	ARTICLE VOISIN
		HABIT À LA COUR	MODELE	TOUT A FAIT CAPABLE	DANS UN SENS NÉGATIF
ENDORMIR MOMENTANÉMENT	IL SE PRÉPARE AVANT LE DÉPART				
	AURA				
BRUSQUE ATTAQUE VERBALE					
ÉCOLE GRECQUE					
			QUI N'A PEUT-ÊTRE RIEN À DIRE		
C'EST BON POUR LES CHIENS		COMME LES DES SUR LE TAPIS			



SIDOKU



1 2 3 4 5 6 7 8 9

MOTS MÊLÉS

AIGUE ARLEQUIN BACLE BEER BEVUE BINAIRE BRISE DUPE ECRITEAU FINIR
 HABITAT INSERE JUIN MANIABLE MIRETTES NACELLE OCRER PIRANHA PLINTHE
 PUBERTE RESTREINT RETRO RUINE RUSTAUE SCARABEE SIEN TEXANE
 ULTERIEUR UTILE

R	E	E	B	U	T	H	R	E	T	R	O
U	J	D	E	E	A	I	G	U	E	N	M
E	A	U	X	B	N	E	I	S	I	A	I
I	H	A	I	I	A	T	T	U	N	N	R
R	N	T	F	N	C	R	Q	I	B	E	E
E	A	S	N	A	E	E	A	E	R	L	T
T	R	U	E	I	L	B	V	C	I	C	T
L	I	R	N	R	L	U	O	T	S	A	E
U	P	T	A	E	E	P	U	D	E	B	S

16



- Alger 20°
- Ouargla 15°
- Oran 18°
- Constantine 19°

FADJR 06:29	DOHR 12:53	ASR 15:28	MAGHREB 17:46	ISHA 19:13
----------------	---------------	--------------	------------------	---------------

LE CPA DÉPOSE SA DEMANDE D'INTRODUCTION EN BOURSE

Le Crédit populaire d'Algérie (CPA) a déposé au niveau de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob) sa demande d'introduction à la Bourse d'Alger, et l'ouverture de son capital par appel public à l'épargne, à hauteur de 30%. « Le Crédit populaire d'Algérie (CPA) a déposé au cours de la semaine dernière au niveau de la COSOB une demande d'introduction en bourse et l'ouverture de son capital par appel public à l'épargne à hauteur de 30% via une cession



d'actions », a déclaré à l'APS le président de la commission, organisme régulateur du marché boursier national, Youcef Bouzenada. Cette

demande, présentée conformément aux dispositions du règlement de la COSOB n° 96-02 du 22 juin 1996, relatif à l'information que doivent publier les sociétés et organismes faisant appel public à l'épargne lors de l'émission de valeurs mobilières (actions et obligations), « comporte un projet de notice d'information destinée à l'information du public et portant sur l'organisation de la banque, sa situation financière et l'évolution de son activité », a-t-il expliqué.

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // DIMANCHE 14 JANVIER 2024 // N°726 // PRIX 20 DA

DE LA FORMATION AU PROFIT DE LA DIASPORA

Renforcer les liens entre la communauté établie à l'étranger et la mère patrie

Le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels envisage de lancer dans les prochains jours un programme de formation à distance au profit de la communauté nationale établie à l'étranger.

Le programme devrait permettre aux membres de la diaspora d'obtenir des certificats et d'améliorer ainsi leur employabilité et leur capacité à créer des entreprises. Une initiative que salue l'enseignant en économie appliquée à Aix-Marseille Université, Nazim Sini, car elle renforce, selon lui, davantage la passerelle entre l'Algérie et sa communauté nationale établie à l'étranger. « C'est une décision qui tombe à point nommé vu le besoin de se rapprocher du pays exprimé par nos compatriotes vivant en dehors des frontières algériennes. Cette possibilité de pouvoir souscrire à des cycles de formation professionnelle est une occasion, d'une part, pour renforcer les compétences et les connaissances des membres de la diaspora désireux de se

lancer sur le marché algérien, mais c'est aussi, une manière de promouvoir le savoir-faire de nos centres de formation à l'international », estime Sini qui est également CEO de l'AGS, un cabinet de conseil spécialisé dans l'accompagnement de la diaspora dans ses projets d'investissement en Algérie. Chaque individu, poursuit-il, ressent dans son parcours professionnel le besoin de se former davantage et de consolider ses compétences, et les membres de notre



communauté à l'étranger ne font pas exception. « D'autant que sur le plan réglementaire, notre pays a beaucoup évolué. Le marché national est des plus

attractifs tandis que nos entreprises se modernisent de plus en plus. Comme l'Algérie avance à pas sûrs dans sa transformation économique, il est vraiment judicieux de lancer ce projet de formation en faveur d'une diaspora qui ressent le besoin de se mettre à jour et de comprendre les nouveaux mécanismes de fonctionnement de notre pays », dit-il. Il signale que les besoins les plus ressentis en termes de formation par nos compatriotes à l'étranger sont dans la création et la gestion des entreprises, le cadre légal et réglementaire en Algérie, dans le domaine du management et celui de la gestion des ressources humaines (RH). Il insiste particulièrement sur ce dernier point, car, explique-t-il, les ressources humaines ne sont pas gérées en Algérie de la même façon qu'à l'étranger. « D'autres besoins en formation sont exprimés aussi dans le domaine fiscal et dans les métiers d'export vu que l'Algérie souhaite à terme devenir une véritable plateforme d'exportation hors hydrocarbures dans la région Mena. On ressent un véritable besoin de se reconnecter avec notre pays d'origine et la formation professionnelle pourrait en être l'un des principaux outils », déclare-t-il.

CITÉS AADL

LANCEMENT DE L'OPÉRATION DE VENTE DE GRÉ À GRÉ DES LOCAUX COMMERCIAUX ET DE SERVICES

L'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), a annoncé, dans un communiqué, le lancement d'une opération de vente de gré à gré de locaux commerciaux et de services dans plusieurs wilayas du pays. L'agence a précisé que la pré-inscription pour l'acquisition de ces locaux se fait via son site web et en cliquant sur la rubrique « vente des locaux », soulignant que toute personne physique ou morale de nationalité algérienne peut postuler pour l'achat de ces locaux.

Les souscripteurs doivent se rapprocher des directions régionales ou des directions de wilaya de l'agence dans un délai n'excédant pas 48 heures à partir de la date d'inscription pendant les jours ouvrables (de dimanche à jeudi).

« En cas de non-respect de ces délais, l'inscription sera automatiquement annulée et aucun recours ne sera accepté », ajoute le communiqué. Pour rappel, l'AADL a annoncé, à la fin du mois de décembre dernier, le lancement d'une opération de vente de locaux dans les cités AADL, destinée aux professionnels de la santé et aux diplômés dans le domaine médical toutes spécialités confondues. Compte tenu du grand nombre d'inscrits et d'intéressés pour l'acquisition de ces locaux, « l'opération d'inscription a été temporairement suspendue afin d'étudier les demandes et les dossiers des inscrits en tenant compte du numéro chronologique et du dossier requis », selon l'agence.

COUP D'ENVOI HIER DE LA COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS EN CÔTE D'IVOIRE

L'HEURE DE LA REVANCHE A SONNÉ POUR LES VERTS

Les Verts sont à pied d'œuvre à Bouaké, en Côte d'Ivoire, avec l'ambition d'effacer le souvenir douloureux de la défaite camerounaise. Opposée à l'Angola, la Mauritanie et le Burkina Faso, l'Algérie semble bien au-dessus de ses adversaires. Favoris pour décrocher la première place du groupe D, les Fenecs débiteront leur compétition demain par un match contre l'Angola avant d'enchaîner avec le Burkina Faso le 20 janvier et de conclure contre la Mauritanie le 23 janvier. L'EN peut compter sur des joueurs très doués techniquement qui évoluent dans des clubs de première division, notamment en Europe. Avec probablement le vivier de joueurs le plus riche du continent aux côtés du Maroc, l'Algérie a l'embaras du choix. Elle peut néan-

moins toujours compter sur ses indéboullonnables, à l'image de Riyad Mahrez (Al-Ahli), Ismaël Bennacer (AC Milan), Islam Slimani (Coritiba FC), Sofiane Feghouli (Fatih Karagümrük) ou encore Ramy Bensebaïni (Borussia Dortmund). La Fédération algérienne de football (FAF) semble avoir mis en place tous les moyens logistiques nécessaires devant permettre à l'équipe d'atteindre ses buts. Son président Walid Sadi, a rejoint vendredi dernier Abidjan (Côte d'Ivoire), pour assister à la cérémonie d'ouverture qui s'est déroulée hier au stade Alassane Ouattara d'Ebimpé. La cérémonie d'ouverture était haute en couleur. Elle a été suivie par le match inaugural de la compétition entre le pays hôte, la Côte d'Ivoire, et la Guinée-

Bissau. Le président de la FAF a rejoint la ville de Bouaké, pour assister au premier match de l'équipe nationale dans le tournoi, prévu demain face à l'Angola au stade de la Paix (21h00). Les deux premiers de chaque groupe ainsi que les quatre meilleurs troisièmes se qualifient pour les 8^{es} de finale de l'épreuve. Les supporters,

dont le deuxième contingent est arrivé hier en Côte d'Ivoire, sont l'un des principaux moteurs de la compétition. Ils vont apporter leur soutien à la sélection algérienne. Toutefois, les fans des Verts ne seront pas hébergés à Bouaké, mais dans la capitale Yamoussoukro, située à 105 km de Bouaké.

Youcef S.

Le MSP met en avant l'unité et la cohésion du peuple face aux différents défis

Le président du Mouvement de la Société pour la Paix (MSP), Abdelali Hassani Cherif, a souligné, hier à Mascara, l'importance de l'unité et la cohésion du peuple algérien pour défendre le pays contre les contraintes extérieures. M. Hassani Cherif a indiqué dans son discours, lors de sa supervision du séminaire de wilaya des structures de sa formation politique, tenu au Centre de divertissement scientifique du pôle sportif "Chahid Djebbar Mohamed", que "les Algériens doivent être unis et solidaires pour défendre leur pays et œuvrer à renforcer le front intérieur pour faire face aux différents défis". Il a ajouté, dans le cadre de son exposé sur le travail des pays opposés à la position ferme de l'Algérie sur la défense de la cause palestinienne, en créant des foyers de tension près de nos frontières, que "cela nous oblige à rester vigilants et à nous unir pour protéger notre patrie".